

MAIDEN EDITION

#001

AFRICA'S VOICE ON WATER

EN ENGLISH & FR FRANÇAIS



AFRICA'S VOICE ON WATER
WORLD WATER WEEK 2023: MAIDEN EDITION

PRODUCED BY THE AFRICAN MINISTERS' COUNCIL ON WATER

EN

AFRICA'S VOICE ON WATER (AVOW) MAIDEN EDITION - AUGUST 2023

A NOTE FROM THE PRESIDENT

Welcome to the maiden edition of Africa's Voice on Water (AVOW). In my capacity as the President of the African Ministers' Council on Water (AMCOW), I am happy to introduce this platform as we demonstrate our leadership and continent's commitment towards sustainable water management and sanitation development.

Looking back to the establishment of AMCOW in 2002, we are reminded of the visionary step taken by our predecessors – the Water Ministers of Africa – who recognized the undeniable connection between water and socio-economic development. Their farsightedness culminated in the historic Abuja Ministerial Declaration on Water, a political cornerstone of Africa's dedication to harnessing water resources for a sustainable future.

Today, as we look toward a post-2025 Africa Water Vision, we find ourselves presented with an opportunity that resonates deeply with the spirit of AMCOW's foundation. AVOW is not just a platform; it is a resonating echo of our collective will. It tells a story of our commitment to sustainable water management, sanitation and hygiene. It reviews the progress we are making while also highlighting our aspirations for tomorrow.

AVOW, as its name suggests, channels Africa's resounding voice collectively across the continent and beyond. It, advocates for water as a cross-cutting priority for our continent's growth. This platform also serves as a conduit for collaboration. Our stories of triumphs, challenges, and ground-

breaking solutions converge on this avenue. It narrates our journey towards effective water and sanitation policy reforms, integrated resource management and related services for better livelihoods.

Gone are the days when our decisions and commitments remained confined to policy documents and meeting minutes on our computers or shelves. With AVOW, we transcend traditional boundaries, making our intentions and endeavours explicit, accessible, and shared across other sectors. This platform also fosters accountability and illuminates our path, inspiring each member state, regional institution, sector player and citizens..

As you enjoy reading this inaugural edition, I encourage you to engage with the voices that weave together the vibrant tapestry of Africa's water stewardship. Each article, insight, and story encapsulate our dedication to securing a sustainable water secure continent with safely managed sanitation for the good people of Africa.

Thank you our contributors for your dedication, vision, and determination. Once again, with gratitude, I welcome you all to Africa's Voice on Water. Let our collective voice resonate, our stories inspire, and our actions echo through the annals of history.

Thank you!

Prof Hani Sewilam

FR

LA VOIX AFRICAINE DE L'EAU (AVOW) ÉDITION INAUGURALE - AOÛT 2023

A NOTE FROM THE PRESIDENT

Bienvenue à la première édition de La voix de l'Afrique sur l'eau (AVOW). En ma qualité de président du Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW), je suis heureux de présenter cette plateforme, qui témoigne de notre leadership et de l'engagement du continent en faveur de la gestion durable de l'eau et du développement de l'assainissement.

La création de l'AMCOW en 2002 nous rappelle la démarche visionnaire de nos prédécesseurs – les ministres africains de l'eau – qui ont reconnu le lien indéniable entre l'eau et le développement socio-économique. Leur clairvoyance a abouti à l'historique déclaration ministérielle d'Abuja sur l'eau, pierre angulaire politique de l'engagement de l'Afrique à exploiter les ressources en eau pour un avenir durable.

Aujourd'hui, alors que nous nous penchons sur la Vision africaine de l'eau pour l'après-2025, nous nous trouvons face à une opportunité qui résonne profondément avec l'esprit de la fondation d'AMCOW. L'AVOW n'est pas seulement une plateforme, c'est un écho de notre volonté collective. Il raconte l'histoire de notre engagement en faveur de la gestion durable



Prof Hani Sewilam

Minister for Water Resources and Irrigation, Arab Republic of Egypt and President of AMCOW

Ministre des Ressources en Eau et de L'irrigation de Égypte et Président de l'AMCOW

de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Il passe en revue les progrès que nous réalisons tout en soulignant nos aspirations pour demain.

L'AVOW, comme son nom l'indique, canalise la voix retentissante de l'Afrique collectivement à travers le continent et au-delà. Elle plaide en faveur de l'eau en tant que priorité transversale pour la croissance de notre continent. Cette plateforme sert également de canal de collaboration. Nos histoires de triomphes, de défis et de solutions révolutionnaires convergent sur cette voie. Elle raconte notre parcours vers des réformes politiques efficaces en matière d'eau et d'assainissement, vers une gestion intégrée des ressources et vers des services connexes permettant d'améliorer les moyens de subsistance.

Le temps est révolu où nos décisions et nos engagements restaient confinés dans des documents politiques et des comptes rendus de réunions sur nos ordinateurs ou nos étagères. Avec AVOW, nous transcendons les frontières traditionnelles en rendant nos intentions et nos efforts explicites, accessibles et partagés avec d'autres secteurs.

Cette plateforme favorise également la responsabilisation et éclaire notre chemin, inspirant chaque État membre, institution régionale, acteur sectoriel et citoyen.

Tout en prenant plaisir à lire cette édition inaugurale, je vous encourage à vous engager avec les voix qui tissent ensemble la tapisserie vibrante de la gestion de l'eau en Afrique. Chaque article, chaque point de vue, chaque histoire résume notre engagement à garantir un continent durable et sûr en matière d'eau, avec un assainissement géré en toute sécurité pour le bon peuple d'Afrique.

Merci à nos contributeurs pour leur dévouement, leur vision et leur détermination. Une fois de plus, avec gratitude, je vous souhaite à tous la bienvenue à La Voix de l'Afrique sur l'eau. Que notre voix collective résonne, que nos histoires inspirent et que nos actions fassent écho dans les annales de l'histoire.

Je vous remercie !

Prof Hani Sewilam

Prof Hani Sewilam

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

2	A Note from the President / Note du Président
4	Editorial: Introducing Africa's Voice on Water (AVOW) Magazine / Éditorial : Présentation du magazine La Voix africaine de l'eau (AVOW)
5	Setting the stage for water wisdom in Africa / Préparer le terrain pour la sagesse de l'eau en Afrique
6	A shared vision for One Africa and One Water / Une vision commune pour l'Afrique et pour l'eau
8	Breaking Barriers: AMCOW 13th Governing Council Adopts Africa's Youth and Gender Inclusion Strategy for the Water and Sanitation Sector / Éliminer les obstacles : Le 13e Conseil d'administration de l'AMCOW adopte la Stratégie africaine d'inclusion des jeunes et de la dimension de genre dans le secteur de l'eau et de l'assainissement
10	Namibia is spending N\$82.5 million on Sanitation under NWSSP / La Namibie consacre 82,5 millions de dollars namibiens à l'assainissement dans le cadre du NWSSP
12	Working toward effective water quality monitoring in rural areas: The Water Quality Assurance Fund Approach / Pour une surveillance efficace de la qualité de l'eau dans les zones rurales : L'approche du Fonds d'assurance pour la qualité de l'eau
14	Stop the Rot - Quality control for sustainable water infrastructure / Stop à la rouille - Le contrôle de la qualité pour une infrastructure hydraulique durable
16	AMCOW's 13th General Assembly: Pioneering Water and Sanitation Solutions for Africa's Future / 13ème Assemblée générale de l'AMCOW : Des solutions pionnières en matière d'eau et d'assainissement pour l'avenir de l'Afrique

DISCLAIMER: Africa's Voice on Water Magazine's articles represent contributions from member states, regional institutions, and partners. Views expressed are authors' own and not AMCOW's. Content accuracy is not endorsed by AMCOW. Readers should independently assess the content's validity. Diverse views are encouraged while authors bear sole responsibility for their articles.

TO PUBLISH IN AVOW'S NEXT EDITION, CONTACT OBINNA ANAH.

POUR PUBLIER DANS LE PROCHAIN ÉDITION D'AVOW, CONTACTEZ OBINNA ANAH.
OANAH@AMCOW-ONLINE.ORG



18	Announcement of the 2022 Africa Water and Sanitation Report / Annonce du rapport 2022 sur l'eau et l'assainissement en Afrique
20	How Ranontsika is bringing safe drinking water to Malagasy Communities / L'accès à l'eau potable pour tous à Madagascar
22	Women's voices are gaining traction / Les voix des femmes gagnent en importance
24	How widespread is fluoride contamination of Ghana's groundwater? / Ampleur de la contamination fluorure des eaux souterraines au Ghana
26	Furthering Commitments to Transboundary Water Cooperation in Africa / Renforcer les engagements en faveur de la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau en Afrique
27	Nile Basin Initiative celebrates cooperation in transboundary hydroelectric power / L'Initiative du bassin du Nil célèbre la coopération dans le domaine de l'énergie hydroélectrique transfrontalière
29	Launch of the Team Europe Initiative (TEI) on transboundary water resources management in Africa / Lancement de l'Initiative Team Europe (TEI) sur la gestion des ressources en eau transfrontalières en Afrique
30	Strengthening systems and post 2025 African Water Vision / Renforcement des dispositifs et Vision africaine de l'eau post-2025

ANNOUNCEMENTS

IDEATION	EDITORIAL	PROJECT MANAGEMENT	TRANSLATION	DATA VISUALIZATION AND LAYOUT
Obinna Anah	Dr Rashid Mbaziira	Nelson Gomonda	Athénaïs Georges	Kseniia Gonjaeva
Thomas Banda	Obinna Anah	Thomas Banda	Lacia Gagnier	Christian Fischer
Robert K.M. Sunday	Nelson Gomonda	Bala Tuham	Christian Fischer	
Ndiyakupi Nghituwamata	Wietske Howell	Obinna Anah		
Bogadi Mathangware	Emily Shaumbaugh	Christian Fischer		
Azika Tanko	Christian Fischer			
Christian Fischer				

READ THIS EDITION ONLINE
LISEZ CETTE ÉDITION EN LIGNE



EN

EDITORIAL: INTRODUCING AFRICA'S VOICE ON WATER (AVOW) MAGAZINE

Dear Readers

Finally, Africa's Voice on Water (AVOW) magazine is here. AVOW is an initiative brought to you by the African Ministers' Council on Water (AMCOW) as a platform to amplify the collective voice of Africa's water and sanitation sector. I invite you to a journey through the triumphs, challenges, and innovations that shape Africa's water and sanitation landscape.

This is the second year of my tenure as the Executive Secretary of AMCOW. Our vision remains to demonstrate AMCOW as an effective organ of the African Union, committed to delivering political leadership, policy direction, and advocacy in the African water sector. AVOW highlights AMCOW's commitment to impacting millions across the continent; ensuring equitable access to clean water and sustainable water resource management and sanitation for all.

In this inaugural edition, you will read about some of the events, initiatives, and stories about Africa's efforts towards achieving water security in Africa. This edition spotlights the 13th General Assembly of AMCOW, which brought together Ministers from over 40 countries and stakeholders. The Council, made bold decisions for actions on critical issues affecting sustainable water resources management and sanitation in Africa. The Council took stock of Africa's efforts towards the commitments made in tackling water, sanitation and hygiene challenges, fostering collaboration, and driving positive change across borders.

You will also read about the Stakeholder Engagement on Transboundary Water Cooperation with leaders of Basin Organisations. The event which underscored the importance of working together for peace, stability, and prosperity across our regions.

Also, you will read about the launch of the 2022 Report on the "Implementation of the July 2008 Sharm el-Sheikh Declaration (Assembly/AU/Decl.1 (XI))" with contributions from 44 Member States. The report

underlines AMCOW's pursuit of data-driven decisions and results, pointing us towards areas that demand further attention and action.

True to its name, Africa's Voice on Water, AVOW provides member states a platform to share their stories, experiences, and innovations. Thanks to Egypt for sharing their experience in managing water scarcity, collaboration on the 13th General Assembly, COP27, AWARE and the UN 2023 Water Conference. We appreciate Malawi and Namibia for sharing insights into their sanitation projects. We encourage other member states to tell their stories as well.

Allow me to inform our readers that the information presented in various articles from our contributors may not be totally accurate and a perfect reflection of AMCOW's views. However, we shall continue to strive to ensure that improvement is made as we develop subsequent editions.

I call on the private sector to seize this opportunity to harness information relevant for investment and business. AVOW also presents a platform for advertisement and promotions of water management, sanitation and hygiene related technologies and activities.

Lastly, I extend my appreciation to our development partners for their support in making AVOW a reality. Your commitment ensures this magazine becomes successful and self-sustainable. I thank all our contributors, writers, and the project team who have helped in crafting this exceptional edition of Africa's Voice on Water. Together, we forge ahead, united in our mission to strengthen Africa's water wisdom and sanitation. We shall continue to amplify Africa's voice, and usher in a future with the promise of a sustainable, water-secure continent.

Thank you for joining us on this journey, and I eagerly anticipate engaging with you in each edition of Africa's Voice on Water.

Dr Rashid Mbaziira

Dr Rashid Mbaziira

FR

ÉDITORIAL: PRÉSENTATION DU MAGAZINE LA VOIX AFRICAINE DE L'EAU (AVOW)

Chers lecteurs,

Le magazine La voix de l'Afrique sur l'eau (AVOW) est enfin disponible. AVOW est une initiative du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) qui vise à amplifier la voix collective du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique. Je vous invite à un voyage à travers les triomphes, les défis et les innovations qui façonnent le paysage de l'eau et de l'assainissement en Afrique.

C'est la deuxième année de mon mandat en tant que secrétaire exécutif d'AMCOW. Notre vision reste de démontrer que l'AMCOW est un organe efficace de l'Union africaine, qui s'engage à fournir un leadership politique, une orientation politique et un plaidoyer dans le secteur de l'eau en Afrique. L'AVOW souligne l'engagement de l'AMCOW à avoir un impact sur des millions de personnes à travers le continent, en assurant un accès équitable à l'eau potable et une gestion durable des ressources en eau et de l'assainissement pour tous.

Dans cette édition inaugurale, vous découvrirez certains événements, initiatives et histoires concernant les efforts de l'Afrique pour atteindre la sécurité de l'eau en Afrique. Cette édition met en lumière la 13e assemblée générale de l'AMCOW, qui a rassemblé des ministres de plus de 40 pays et des parties prenantes. Le Conseil a pris des décisions audacieuses pour des actions sur des questions critiques affectant la gestion durable des ressources en eau et l'assainissement en Afrique. Le Conseil a fait le point sur les efforts déployés par l'Afrique pour respecter les engagements pris en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, en encourageant la collaboration et en suscitant des changements positifs par-delà les



Dr Rashid Mbaziira

Chief Editor, Africa's Voice on Water (AVOW) Magazine
Executive Secretary, African Ministers' Council on Water (AMCOW)

Rédacteur en chef du magazine Africa's Voice on Water (AVOW)
Secrétaire Exécutif, Conseil des Ministres Africains Chargés de l'eau

frontières.

Vous trouverez également des informations sur l'engagement des parties prenantes sur la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau avec les dirigeants des organismes de bassin. Cet événement a souligné l'importance de travailler ensemble pour la paix, la stabilité et la prospérité dans nos régions.

Vous découvrirez également le lancement du rapport 2022 sur la "mise en œuvre de la déclaration de Sharm el-Sheikh de juillet 2008 (Assembly/AU/Decl.1 (XI))", avec les contributions de 44 États membres. Le rapport souligne la poursuite par l'AMCOW de décisions et de résultats fondés sur des données, nous indiquant les domaines qui nécessitent une attention et une action supplémentaires.

Fidèle à son nom, La voix de l'Afrique sur l'eau, AVOW offre aux États membres une plateforme pour partager leurs histoires, leurs expériences et leurs innovations. Nous remercions l'Égypte d'avoir partagé son expérience en matière de gestion de la pénurie d'eau, de collaboration à la 13e Assemblée générale, à la COP27, à l'AWARE et à la Conférence de l'ONU sur l'eau 2023. Nous remercions le Malawi et la Namibie d'avoir partagé des informations sur leurs projets d'assainissement. Nous encourageons les autres États membres à faire de même.

Permettez-moi d'informer nos lecteurs que les informations présentées dans les différents articles de nos contributeurs peuvent ne pas être totalement exactes et ne pas refléter parfaitement le point de vue d'AMCOW. Toutefois, nous continuerons à nous efforcer d'apporter des améliorations au

fur et à mesure de l'élaboration des éditions suivantes.

J'invite le secteur privé à saisir cette opportunité pour exploiter les informations pertinentes pour l'investissement et les affaires. L'AVOW constitue également une plateforme pour la publicité et la promotion des technologies et des activités liées à la gestion de l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.

Enfin, je tiens à remercier nos partenaires de développement pour le soutien qu'ils ont apporté à la réalisation de l'AVOW. Je remercie tous les contributeurs, les rédacteurs et l'équipe du projet qui ont contribué à la réalisation de cette édition exceptionnelle de La Voix de l'Afrique sur l'eau. Ensemble, nous allons de l'avant, unis dans notre mission de renforcer la sagesse de l'eau et l'assainissement en Afrique. Nous continuerons à amplifier la voix de l'Afrique et à ouvrir la voie à un avenir prometteur pour un continent durable et sûr en matière d'eau.

Je vous remercie de vous être joints à nous dans cette aventure et j'attends avec impatience de pouvoir dialoguer avec vous dans chaque édition de La voix de l'Afrique sur l'eau.

Dr Rashid Mbaziira

Dr Rashid Mbaziira

SETTING THE STAGE FOR WATER WISDOM IN AFRICA

EN

AUTHOR: OBINNA RICHFIELD ANAH, AMCOW

The African Ministers' Council on Water (AMCOW) is advancing the consolidation and organisation of water knowledge with the financial support of the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA). Early steps in the Institutional Strengthening initiative, which is funded from 2018 to 2023, include strengthening AMCOW organs through knowledge management. This consolidation and organisation of water and sanitation knowledge is consistent with the goals of Africa Water Vision 2025.

African Union Heads of State committed to enhancing capacity, information, and knowledge management in the water and sanitation sector in 2008. In 2016, AMCOW's Executive Committee mandated the African Union Secretariat to establish a platform for the sharing of information among member states, regional institutions, and partners. This resulted in AMCOW Knowledge Management Strategy 2017, which aims to employ knowledge access in the mobilization of water and sanitation initiatives.

In line with the Knowledge Management Strategy, AMCOW Secretariat established the Mukhtari Shehu Shagari Resource Centre as a single resource for collecting, storing, and sharing Africa's water and sanitation information. Named after the first AMCOW President, Barr Mukhtari Shehu Shagari, the platform is a "Knowledge Hub of Hubs" – a centralized resource for indigenous water and sanitation information and knowledge. The open-source web portal provides access to over 10,000 resources while the Special Library currently houses 1,700 volumes, including reference materials, books, reports, and periodicals.

In 2021, AMCOW joined forces with the USAID-funded Water for Africa through Leadership and Institutional Support and the Water Supply and Sanitation Collaborative Council. This partnership resulted in the creation of valuable knowledge, lessons from member states on ways to contain the COVID-19 pandemic, and the Finance Ministers' Brief, among others. During the Stockholm World Water Week 2021, AMCOW and WALIS co-convened a session titled AMCOW's Knowledge Management Hub: Connecting African water practitioners. Other institutions that took part in the session include (i) The Congo River Basin,

(ii) AUDA-NEPAD Water Centre of Excellence, (iii) UNESCO IHP; (iv) International Water Management Institute (IWMI), (v) The British Geological Survey (BGS). The Water Supply and Sanitation Collaborative Council's support further expands the reach of AMCOW's hub by introducing language translation into French, Arabic and Portuguese and establishing a digitization unit within its Special Library.

AMCOW is making significant strides through the Africa Water and Sanitation Knowledge Management Challenge, aiming to fortify knowledge systems at both regional and national levels. This initiative involves the appointment of focal points who will drive effective knowledge management within their respective water ministries.

The inaugural launch of the Challenge took place during the 2022 Stockholm World Water Forum. AMCOW called upon each Member state to nominate two focal persons, one male and one female, to serve as focal persons. The response resulted in AMCOW Secretariat warmly receiving 26 focal points on June 21st. Among these, 14 were male, and 12 were female, representing 14 of the 18 Member States that had put forward representatives. Notable countries in attendance included Egypt, Eswatini, Ethiopia, Botswana, Gambia, Mali, Mozambique, Namibia, Nigeria, South Africa, South Sudan, Sudan, Togo, and Rwanda.

These dedicated professionals bring diverse expertise to the table, encompassing fields such as water supply engineering, comprehensive water research, groundwater exploration, hydrogeology, international relations, water resources development, urban sanitation, data management, geology, and knowledge management, among others.

In the forthcoming year, the emphasis will be on fostering the growth of these focal persons through capacity development. This support will empower them to promote knowledge sharing and learning per the Africa Water Vision and other concurrent initiatives. AMCOW Secretariat eagerly invites additional Member States and new collaborative partners, fostering a collective commitment to boost Africa's effort of building a 'water-wise' continent.



Obinna Richfield Anah

Knowledge Management, Communications and Visibility Officer, African Ministers' Council on Water (AMCOW)

Responsable de la gestion des connaissances, de la communication et de la visibilité, Conseil des Ministres Africains Chargés de L'eau

FR

PRÉPARER LE TERRAIN POUR LA SAGESSE DE L'EAU EN AFRIQUE

AUTHOR: OBINNA RICHFIELD ANAH, AMCOW

Le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) fait progresser la consolidation et l'organisation des connaissances sur l'eau avec le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA). Les premières étapes de l'initiative de renforcement institutionnel, financée de 2018 à 2023, comprennent le renforcement des organes de l'AMCOW par le biais de la gestion des connaissances. Cette consolidation et organisation des connaissances en matière d'eau et d'assainissement est conforme aux objectifs de la Vision africaine de l'eau 2025.

En 2008, les chefs d'État de l'Union africaine se sont engagés à renforcer les capacités, l'accès à l'information et la gestion des connaissances dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. En 2016, le Comité exécutif de l'AMCOW a mandaté le Secrétariat de l'Union africaine pour mettre en place une plateforme de partage d'informations entre les États membres, les institutions régionales et les partenaires. Cela a abouti à la Stratégie de gestion des connaissances 2017 de l'AMCOW, qui vise à recourir aux connaissances pour mobiliser les initiatives dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

La Stratégie de gestion des Conformément à la stratégie de gestion des connaissances, le Secrétariat de l'AMCOW a créé le Centre de ressources Mukhtari Shehu Shagari tant que ressource unique pour la collecte, le stockage et le partage des informations sur l'eau et l'assainissement en Afrique. Nommée d'après le premier président de l'AMCOW, Barr Mukhtari Shehu Shagari, la plateforme est un "carrefour de connaissances des carrefours"

- une ressource centralisée pour les informations et les connaissances indigènes sur l'eau et l'assainissement. Le portail web à source ouverte donne accès à plus de 10 000 ressources, tandis que la bibliothèque spécialisée abrite actuellement 1700 volumes, dont des documents de référence, des livres, des rapports et des périodiques.

En 2021, AMCOW a uni ses forces avec le projet Water for Africa through Leadership and Institutional Support, financé par l'USAID, et le Conseil de collaboration pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Ce partenariat a permis la création de connaissances précieuses, de leçons tirées par les États membres sur les moyens de contenir la pandémie de COVID-19, et du dossier des ministres des finances, entre autres. Lors de la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm 2021, AMCOW et WALIS ont co-organisé une session intitulée AMCOW's Knowledge Management Hub : Connecter les praticiens africains de l'eau. D'autres institutions ont participé à cette session, notamment (i) Le Bassin du fleuve Congo, (ii) Le Centre d'excellence pour l'eau de l'AUDA-NEPAD, (iii) LE PHI DE L'UNESCO, (iv) Institut international de gestion de l'eau (IWMI), (v) British Geological Survey (BGS). Le soutien du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement permet d'étendre la portée du centre AMCOW en introduisant la traduction en français, arabe et portugais et en mettant en place une unité de numérisation au sein de sa bibliothèque spécialisée. AMCOW poursuit ses efforts en AMCOW réalise des progrès significatifs grâce au défi de la gestion des connaissances sur l'eau et l'assainissement en Afrique, qui

vise à renforcer les systèmes de connaissances aux niveaux régional et national. Cette initiative implique la nomination de points focaux qui assureront une gestion efficace des connaissances au sein de leurs ministères de l'eau respectifs.

Le lancement inaugural du défi a eu lieu lors du Forum mondial de l'eau 2022 de Stockholm. L'AMCOW a demandé à chaque État membre de nommer deux personnes, un homme et une femme, pour servir de points focaux. En réponse à cet appel, le secrétariat de l'AMCOW a reçu chaleureusement 26 points focaux le 21 juin. Parmi ceux-ci, 14 étaient des hommes et 12 des femmes, représentant 14 des 18 États membres qui avaient proposé des représentants. Les principaux pays présents étaient l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Eswatini, l'Éthiopie, le Botswana, la Gambie, le Mali, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, le Soudan du Sud, le Soudan, le Togo et le Rwanda.

Ces professionnels dévoués apportent une expertise variée dans des domaines tels que l'ingénierie de l'approvisionnement en eau, la recherche globale sur l'eau, l'exploration des eaux souterraines, l'hydrogéologie, les relations internationales, le développement des ressources en eau, l'assainissement urbain, la gestion des données, la géologie et la gestion des connaissances, entre autres.

Au cours de l'année à venir, l'accent sera mis sur la promotion de la croissance de ces personnes de référence par le biais du développement des capacités. Ce soutien leur permettra de promouvoir le partage des connaissances et l'apprentissage dans le cadre de la Vision africaine de l'eau et d'autres initiatives concomitantes. Le secrétariat de l'AMCOW invite vivement les États membres supplémentaires et les nouveaux partenaires de collaboration à s'engager collectivement à stimuler les efforts de l'Afrique pour construire un continent "sage de l'eau".

A SHARED VISION FOR ONE AFRICA AND ONE WATER

AUTHOR: HANI SEWILAM, MINISTER FOR WATER RESOURCES AND IRRIGATION, ARAB REPUBLIC OF EGYPT AND PRESIDENT OF AMCOW

Egypt is a water scarce country; we are approaching 500 cubic metres of water per capita per year, the threshold for absolute water scarcity. With an increasing population, this per capita share is expected to continue declining.

97% of our renewable water resources come from outside the country. Furthermore, Egypt is exceedingly vulnerable to the impacts of climate change. Unpredictable river flows, sea level rise, and saltwater intrusion accompany the ever increasing demand on water associated with global warming.

Accordingly, the water sector is considered one of the most critical pillars of Egypt's national security, as is well addressed in the Egypt Vision 2030. Sustainable development plans depend on the state's ability to provide the necessary water resources required to implement these plans.

The country's total water needs exceed 114 billion cubic metres a year, almost double what is available. We had no choice but to reuse drainage water, utilise shallow groundwater, and expand desalination efforts to close parts of this gap. The remaining 34 billion cubic metres of virtual water is provided through imported crops.

The Egyptian government has spent billions of US dollars on projects aimed at increasing water efficiency in the face of limited availability. The Ministry of Water Resources and Irrigation tirelessly works on various programs providing additional water to meet the increasing demand for food and adapt to climate change.

Our endeavours include mega treatment plants such as Bahr El-Baqar and Hammam, which enable approximately 14 million cubic metres of water to be recycled. Soon, Egypt will be recycling about 40 percent of its renewable water resources.

COLLABORATION AT THE 13TH GENERAL ASSEMBLY OF AMCOW

In light of Egypt's presidency of the African Ministers' Council on Water (AMCOW) during the current period (2023-2024), the 13th ordinary session of the General Assembly was held during June 2023 in Cairo, Egypt.

During the assembly, ministerial interventions highlighted the importance of collaboration among countries to share experiences and improve water security across borders. Coordination of African efforts is of the utmost importance during the upcoming climate conferences, especially COP28, to provide investments geared towards climate adaptation.

Uganda, Cameroon and Sudan reaffirmed their support for AMCOW's programs and called for improved collaborative efforts toward water resources management. The importance of understanding groundwater and training African youth was highlighted, with a call for gender inclusion and support for the youth.

Kenya stressed the need for joint efforts in addressing floods and harnessing rainwater effectively. For Kenya, access to drinking water emerged as a priority, urging the assembly's support in ensuring fresh drinking water for all citizens.

Mali showcased its vision of ensuring the availability of water resources for social welfare, emphasising integration of water and hygiene policies into national frameworks. The world needs to raise the status of water as a human right by prioritising water in national development agendas of member states, a pressing matter for the upcoming climate conferences.

Further action is urgently needed to achieve the African Water Vision 2025 and beyond. Sanitation, a crucial but often neglected subsector, was brought to the forefront at the assembly, with hopes to develop a strategy that elevates sanitation standards across the continent. Zambia shared ambitious targets of achieving water supply and sanitation coverage by 2030. In line with the African Union's Agenda 2063, it is imperative to strengthen water and sanitation connectivity.

COP 27 and AWARE

Egypt has proved to be a pioneer on the road to development and sustainability. Thus, in November 2022, the United Nations Conference of Parties on Climate Change (COP27) was hosted in Sharm El-Sheik. For the first time in COP history, water was given its dedicated day, recognized as

a crucial part of adapting to and mitigating climate change.

During Water Day at COP27, the Action on Water Adaptation and Resilience (AWARE) initiative was prepared in partnership with the World Meteorological Organization. The initiative will catalyse inclusive cooperation to address the role of water in climate change adaptation and resilience. It aims to offer transitional adaptation solutions, starting with the world's most vulnerable communities and ecosystems.

The AWARE mission:

1. Decrease water losses worldwide and improve water supply.
2. Propose and support implementing mutually agreed policy and methods for cooperative water-related adaptation action and its benefits.
3. Promote cooperation and interlinkages between water and climate action to achieve Agenda 2030, in particular SDG 6.

During the 13th AMCOW General Assembly, the Pan-African Centre for training and capacity-building was inaugurated. Under the AWARE umbrella, the centre will provide technical training for cadres from African countries to raise and build capacities in climate-related fields. The AWARE initiative has gained recognition for its goal to enable capacity building among the younger generation.

UN 2023 WATER CONFERENCE

At the United Nations Water Conference 2023, the raised status of water in national systems accompanied a call for necessary water sector funding. The African continent was strongly represented by the following events:

- A session on "Ensuring sustainable water availability for all purposes: a success factor for Africa's economic growth".
- The launch of the 2022 report by the African Union Commission of Heads of State on accelerating the achievement of water and sanitation goals in Africa.

- Egypt and Japan co-chairing the Interactive Dialogue on water and climate.

- In coordination with more than 160 countries, Egypt called on the Secretary-General of the UN to appoint a special envoy for water, recommending his selection from the countries of the South.

has showcased how learning, collaboration, and political will are essential to embracing climate resilience planning, and improving water management and capacity strengthening.

LEARN, COLLABORATE AND ACT

The AMCOW General Assembly, COP27 and UN Water Conference emphasised the urgent need for collaboration, knowledge sharing, and efficient water management. Our situation demands that we take collective action in the face of climate change. Each drop of water counts, and sustainable water use does not stop nor start at borders. The past year



UNE VISION COMMUNE POUR L'AFRIQUE ET POUR L'EAU

AUTHOR: HANI SEWILAM, MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU ET DE L'IRRIGATION DE ÉGYPTÉ ET PRÉSIDENTE DE L'AMCOW

L'Égypte est un pays où l'eau est rare ; nous avoisinons les 500 mètres cubes d'eau par habitant et par an, le seuil de la pénurie absolue d'eau. Avec l'augmentation de la population, cette quantité d'eau par habitant devrait continuer à diminuer.

97 % de nos ressources renouvelables en eau proviennent de l'extérieur du pays. En outre, l'Égypte est extrêmement vulnérable aux effets du changement climatique. L'imprédictibilité du débit des rivières, l'élévation du niveau de la mer et l'intrusion d'eau salée accompagnent une demande en eau en constante augmentation, associée au réchauffement climatique.

Ainsi, le secteur de l'eau est considéré comme l'un des piliers les plus importants pour la sécurité nationale de l'Égypte, comme en témoigne la Vision 2030 de l'Égypte. Les plans de développement durable dépendent de la capacité de l'État à fournir les ressources en eau nécessaires à leur mise en œuvre.

Les besoins totaux en eau du pays dépassent 114 milliards de mètres cubes par an, soit près du double de ce qui est disponible. Nous n'avons pas eu d'autre choix que de recycler les eaux de drainage, d'exploiter les nappes phréatiques peu profondes et de développer la désalinisation pour combler une partie de cette carence. Les 34 milliards de mètres cubes d'eau virtuelle restants sont fournis par des importations.

Le gouvernement égyptien a dépensé des milliards de dollars américains dans des projets visant à accroître l'efficacité de l'eau compte tenu de sa disponibilité limitée. Le ministère des ressources en eau et de l'irrigation travaille sans relâche sur divers programmes visant à fournir de l'eau en plus grande quantité afin de répondre à la demande croissante en nourriture et de s'adapter au changement climatique.

Nos efforts portent notamment sur des méga-usines de traitement telles que Bahr El-Baqar et Hammam, qui permettent de recycler environ 14 millions de mètres cubes d'eau. Bientôt, l'Égypte recyclera environ 40 % de ses ressources renouvelables en eau.

COLLABORATION À LA 13^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AMCOW

L'Égypte assurant la présidence du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) pour la période actuelle (2023-2024), la 13^e session ordinaire de l'Assemblée générale s'est tenue en juin 2023 au Caire, en Égypte.

Au cours de l'assemblée, les interventions ministérielles ont souligné l'importance de la collaboration entre les pays afin de partager ses expériences et d'améliorer la sécurité de l'eau par-delà les frontières. La coordination des efforts africains est de la plus haute importance dans le cadre des prochaines conférences sur le climat, en particulier la COP28, afin de garantir des investissements destinés à l'adaptation au climat.

L'Ouganda, le Cameroun et le Soudan ont réaffirmé leur soutien aux programmes de l'AMCOW et ont appelé à une meilleure collaboration en matière de gestion des ressources en eau. L'importance de la compréhension des eaux souterraines et de la formation de la jeunesse africaine a été soulignée, avec un appel à l'inclusion de la dimension de genre et au soutien de la jeunesse.

Le Kenya a souligné la nécessité d'efforts conjoints pour lutter contre les inondations et exploiter efficacement les eaux de pluie. Pour le Kenya, l'accès à l'eau potable est apparu comme une priorité, demandant instamment le soutien de l'assemblée pour garantir de l'eau potable à tous les citoyens.

Le Mali a présenté sa stratégie visant à garantir la disponibilité des ressources en eau pour le bien-être de tous, en mettant l'accent sur l'intégration des politiques relatives à l'eau et à l'hygiène dans les cadres nationaux. Le monde doit faire de l'eau un droit humain en lui donnant la priorité dans les programmes de développement nationaux des États membres, une question cruciale pour les prochaines conférences sur le climat.

Il est urgent de prendre d'autres mesures pour réaliser la Vision africaine de l'eau 2025 et au-delà. L'assainissement, un sous-secteur primordial mais souvent négligé, a été mis en avant lors de l'assemblée, dans l'espoir

d'élaborer une stratégie visant à élever les normes d'assainissement sur tout le continent. La Zambie a partagé des objectifs ambitieux en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement d'ici à 2030. Conformément à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, il est impératif de renforcer la connectivité en matière d'eau et d'assainissement.

COP 27 ET AWARE

L'Égypte s'est révélée pionnière en matière de développement et de durabilité. Ainsi, en novembre 2022, la Conférence des parties des Nations unies sur le changement climatique (COP27) s'est tenue à Sharm El-Sheik. Pour la première fois dans l'histoire de la COP, l'eau a eu droit à une journée dédiée, reconnue comme un élément déterminant de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets.

Lors de la Journée de l'eau de la COP27, l'initiative Action on Water Adaptation and Resilience (AWARE) a été élaborée en partenariat avec l'Organisation météorologique mondiale. Cette initiative catalysera une coopération inclusive pour aborder le rôle de l'eau dans l'adaptation et la résilience au changement climatique. Elle vise à proposer des solutions d'adaptation transitoires, en privilégiant avant tout les communautés et les écosystèmes les plus vulnérables de la planète.

La mission d'AWARE:

1. Réduire les déperditions d'eau dans le monde et améliorer l'approvisionnement en eau;
2. Proposer et soutenir la mise en œuvre d'une politique et de méthodes convenues d'un commun accord pour une action coopérative d'adaptation liée à l'eau et ses bénéfices;
3. Promouvoir la coopération et les liens entre l'eau et l'action climatique pour réaliser l'Agenda 2030, en particulier l'ODD 6.

Au cours de la 13^e Assemblée générale de l'AMCOW, le Centre panafricain de formation et de renforcement des capacités a été inauguré. Sous l'égide d'AWARE, le centre fournira une formation technique aux cadres des pays africains afin de mobiliser et de renforcer les capacités dans les domaines liés au climat. L'initiative

AWARE a été reconnue pour son objectif consistant à favoriser le renforcement des capacités au sein de la jeune génération.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'EAU 2023

Lors de la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023, l'amélioration du traitement de l'eau dans les mécanismes nationaux de régulation s'est accompagnée d'un appel au financement nécessaire du secteur de l'eau. Le continent africain a été fortement représenté à travers les événements suivants :

- Une session sur le thème "Assurer une disponibilité durable de l'eau pour tous les usages : un facteur de réussite pour la croissance économique de l'Afrique".
- Le lancement du rapport 2022 de la Commission des chefs d'État de l'Union africaine sur l'accélération de la réalisation des objectifs en matière d'eau et d'assainissement en Afrique.
- La coprésidence par l'Égypte et le Japon du dialogue interactif sur l'eau et le climat.
- En coordination avec plus de 160 pays, l'Égypte a appelé le secrétaire général de l'ONU à nommer un envoyé spécial pour l'eau, en recommandant de le choisir parmi les pays du Sud.

APPRENDRE, COLLABORER ET AGIR

L'assemblée générale de l'AMCOW, la COP27 et la conférence des Nations unies sur l'eau ont souligné le besoin impérieux en matière de collaboration, de partage des connaissances et de gestion efficace de l'eau. Notre situation exige que nous prenions des mesures collectives face au changement climatique. Chaque goutte d'eau compte, et l'utilisation durable de l'eau ne s'arrête ni ne commence aux frontières. L'année écoulée a montré comment l'apprentissage, la collaboration et la volonté politique sont essentiels pour adopter la planification relative à la résilience climatique et améliorer la gestion de l'eau et le renforcement des capacités.

EN BREAKING BARRIERS: AMCOW 13TH GOVERNING COUNCIL ADOPTS AFRICA'S YOUTH AND GENDER INCLUSION STRATEGY FOR THE WATER AND SANITATION SECTOR

AUTHOR: EMMANUEL UGURU, AMCOW

A LANDMARK DECISION TO EMPOWER WOMEN AND YOUTH AS FUTURE LEADERS IN AFRICA'S WATER AND SANITATION DEVELOPMENT

The Governing Council of AMCOW has approved the revised Youth and Gender Inclusion (YoGI) Strategy. This effort will help to revitalize implementation of the 2013 AMCOW Policy and Strategy for Empowering Youth and the 2011 Policy and Strategy for Mainstreaming Gender in the Water Sector. The Council took this decision on 15 June 2023, during the 13th General Assembly of AMCOW in Cairo, Egypt. The idea will pave the way for a brighter and more inclusive future for the Africa's youth and women.

The announcement reverberated as passionate voices across Africa resonated with hope and excitement. Finally, the dreams and aspirations of Africa's women and young professionals will no longer be confined but, rather, recognised. Their perspectives are now formally integrated into decision-making processes toward shaping the continent's water and sanitation development agenda.

At this gathering of Africa's water leaders, the stage was set for a transformative change that would shatter the barriers of exclusion and herald a new era of leaving no one behind. The AMCOW's Youth and Gender Inclusion (YoGI) Strategy is a realization of the fourth cross-cutting priority pillar of the AMCOW Strategy 2018-2030: Strengthening Gender Equality

and Youth Empowerment in the Water and Sanitation Sector. YoGI provides a comprehensive roadmap designed to tackle the deep-rooted challenges young Africans and women face in the water and sanitation sector.

The YoGI Strategy is informed by evaluations of AMCOW policies. The Strategy increases focus on the intersectionality of gender and youth, integrating broader issues related to social inclusion in water and sanitation policy. It centers youth and gender inclusivity, creating an enabling environment, where youth and women can harness skills and develop capacities.

The vision for the new YoGI Strategy follows the guiding principle that every woman, man, girl, and boy of all ages and capabilities across Africa may have access to sustainably and safely managed water sanitation services and may also contribute to their equitable development and management.

Knowing that their contributions are valued allows these groups to manage their water and sanitation with dignity. YoGI addresses structural barriers by empowering youth, women, persons with disability and other marginalized groups to become engaged in the water and sanitation institutions and sector. This adds stakeholders

to a broader coalition that strives to achieve national, regional and global targets on water and sanitation for all.

Africa's youth represent the continent's greatest asset. With over 60% of the African population under 25, their energy, innovation, and fresh perspectives are key to unlocking Africa's untapped potential. Moreso, Africa is known for its abundant water resources, which provide a foundation for socioeconomic development in agriculture, hydropower generation, transportation, and industrial activities. In realizing the water sector's full potential, the YoGI strategy seeks to harness its invaluable resource by ensuring the following:

- Strengthened governance and institutional arrangements
- Minimized inequality and structural sector barriers
- Strengthened networks, partnerships, collaboration, and cross-sectoral engagement
- Improved capacities, commitment, and experience
- Increased opportunities for youth, women and people who may be more disadvantaged
- Increased participation of marginalized groups

alized groups

- Prioritized sustainability and climate issues

- Strengthened monitoring, evaluation, learning and knowledge management and communication systems

Additionally, the YoGI Strategy addresses the long-standing gender disparities that have hindered the progress of African women. The Strategy will create a more equitable and inclusive water sector by empowering and enabling women to actively participate in decision-making processes, breaking glass ceilings, and challenging societal norms. This approach recognises that when women are given a seat at the table, their unique capacities can drive sustainable development, benefiting communities and societies at large.

The approval of the YoGI Strategy demonstrates AMCOW's unwavering commitment to building a brighter future for Africa. As Chairperson of the Technical Advisory Committee Dr Tahani Sileet passionately declared during her address, "We cannot afford to leave any talent behind. The women and youth of Africa are our greatest strength, and their full participation is crucial for sector success."

AMCOW will implement the Strategy in a manner that builds on existing political and legal commitments while pursuing achievable interventions. This will be in clear coordination with the Member States, AMCOW organs and RECs. Close collaboration with governments, civil society organizations, and international partners will ensure the effective implementation of the Strategy. Concrete action plans, capacity-building programs, and mentorship opportunities will be put in place to nurture and empower the youth and women of Africa.

The 13th General Assembly decision renewed optimism, pride, and determination across the continent. It is a clarion call to embrace vitality and innovation, foster inclusivity, and seize the incredible opportunities that lie ahead. Together with Africa's youth and women, the stage is set for a new chapter in the continent's history—a chapter defined by innovation, prosperity, and inclusion. With the AMCOW Youth and Gender Inclusion Strategy leading the way, Africa is ready to unleash the full potential of its greatest assets and forge a brighter, more inclusive future for the water and sanitation sector.

FR ÉLIMINER LES OBSTACLES : LE 13E CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AMCOW ADOPTE LA STRATÉGIE AFRICAINE D'INCLUSION DES JEUNES ET DE LA DIMENSION DE GENRE DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

AUTEUR: EMMANUEL UGURU, AMCOW

UNE DÉCISION HISTORIQUE POUR DONNER AUX FEMMES ET AUX JEUNES LES MOYENS D'ÊTRE LES FUTURS LEADERS DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE

Le Conseil de direction de l'AMCOW a approuvé la stratégie révisée pour la jeunesse et l'inclusion du genre (YoGI). Cet effort permettra de revitaliser la mise en œuvre de la politique et de la stratégie de l'AMCOW de 2013 pour l'autonomisation des jeunes et de la politique et de la stratégie de 2011 pour l'intégration du genre dans le secteur de l'eau. Le Conseil

a pris cette décision le 15 juin 2023, lors de la 13e Assemblée générale de l'AMCOW au Caire, en Égypte. Cette idée ouvrira la voie à un avenir meilleur et plus inclusif pour les jeunes et les femmes d'Afrique.

L'annonce s'est répandue dans toute l'Afrique, où des voix passionnées ont résonné d'espoir et d'excitation. Enfin, les rêves et les

aspirations des femmes et des jeunes professionnels d'Afrique ne seront plus annihilés, mais reconnus. Leurs points de vue sont désormais officiellement intégrés dans les processus de prise de décision visant à façonner le programme de développement du secteur de l'eau et de l'assainissement sur le continent.

Lors de ce rassemblement des leaders africains dans le domaine de l'eau, le ton était donné pour un changement profond permettant l'élimination des obstacles à l'inclusion et annoncerait une nouvelle ère où personne ne serait laissé pour compte. La Stratégie d'inclusion des jeunes et de la dimension de genre (YoGI, Youth and Gender Inclusion) de l'AMCOW est une

réalisation du quatrième pilier prioritaire transversal de la stratégie d'AMCOW 2018-2030 : le renforcement de l'égalité des genres et de l'autonomisation des jeunes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. YoGI fournit une feuille de route complète conçue pour relever les défis profonds enracinés auxquels les jeunes Africains et les femmes sont con-

frontés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

La stratégie YoGI s'appuie sur les évaluations des politiques de l'AMCOW. La stratégie met davantage l'accent sur l'intersection entre le genre et la jeunesse, en intégrant des questions plus larges liées à l'inclusion sociale dans la politique de l'eau et de l'assainissement. Elle met l'accent sur l'inclusion des jeunes et des femmes, en créant un environnement favorable, où les jeunes et les femmes peuvent exploiter leurs compétences et développer leurs capacités.

La vision de la nouvelle stratégie YoGI suit le principe directeur selon lequel chaque femme, homme, fille et garçon de tout âge et de toute condition à travers l'Afrique peut avoir accès à des services d'assainissement de l'eau gérés de manière durable et sûre et peut également contribuer à leur développement et à leur gestion de manière équitable.

Savoir que leurs contributions sont estimées permet à ces groupes de gérer l'eau et l'assainissement avec dignité. YoGI s'attaque aux obstacles structurels en donnant aux jeunes, aux femmes, aux personnes en situation de handicap et aux autres groupes marginalisés les moyens de s'engager dans les institutions et le secteur de l'eau et de

l'assainissement. Ainsi, les parties prenantes s'ajoutent à une coalition plus large qui s'efforce d'atteindre les objectifs nationaux, régionaux et mondiaux en matière d'eau et d'assainissement pour tous.

La jeunesse africaine représente le plus grand atout du continent. Avec plus de 60 % de la population africaine âgée de moins de 25 ans, leur énergie, leur sens de l'innovation et leur regard novateur sont essentiels pour libérer le potentiel inexploité de l'Afrique. En outre, l'Afrique est connue pour ses abondantes ressources en eau, qui constituent la base du développement socio-économique dans les domaines de l'agriculture, de la production d'énergie hydroélectrique, des transports et des activités industrielles. En réalisant le plein potentiel du secteur de l'eau, la stratégie YoGI cherche à exploiter cette ressource inestimable en garantissant ce qui suit :

- Renforcement de la gouvernance et des dispositifs institutionnels
- Réduction des inégalités et des obstacles sectoriels structurels
- Renforcement des réseaux, des partenariats, de la collaboration et de l'engagement intersectoriel
- Amélioration des capacités, de l'engagement et de l'expérience

- Accroissement des opportunités pour les jeunes, les femmes et les personnes susceptibles d'être plus défavorisées

- Participation accrue des groupes marginalisés

- Priorité donnée aux questions de durabilité et de climat

- Renforcement des systèmes de suivi, d'évaluation, d'apprentissage et de gestion des connaissances et de communication

- Strengthened networks, part- nls

En outre, la stratégie YoGI s'attaque aux disparités de genre persistantes qui ont longtemps entravé les progrès des femmes africaines. La stratégie créera un secteur de l'eau plus équitable et plus inclusif en donnant aux femmes les moyens de participer activement aux processus de prise de décision, en brisant les plafonds de verre et en remettant en question les normes sociétales. Cette approche reconnaît que lorsque les femmes disposent d'un siège à la table des négociations, leurs compétences uniques peuvent favoriser le développement durable, au bénéfice des communautés et des sociétés dans leur ensemble.

La validation de la stratégie YoG témoigne de l'engagement indé-

fectible de l'AMCOW à construire un avenir meilleur pour l'Afrique. Comme l'a déclaré avec passion la présidente du Comité consultatif technique, la Dr Tahani Sileet, lors de son allocution : "Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser des talents de côté. Les femmes et les jeunes d'Afrique sont notre plus grande force, et leur pleine participation est cruciale pour le succès du secteur".

AMCOW mettra en œuvre cette stratégie en s'appuyant sur les engagements politiques et juridiques existants tout en poursuivant des interventions réalisables. Cela se fera en coordination claire avec les États membres, les organes de l'AMCOW et les Communautés économiques régionales. Une collaboration étroite avec les gouvernements, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux garantira la mise en œuvre efficace de la stratégie. Des plans d'action concrets, des programmes de renforcement des capacités et des opportunités de mentorat seront mis en place pour soutenir et émanciper les jeunes et les femmes d'Afrique.

La décision de la 13e Assemblée générale a ravivé l'optimisme, la fierté et la détermination sur tout le continent. C'est un appel à la vitalité et à l'innovation, à la promotion de l'inclusion et à la saisie des op-

portunités incroyables qui s'offrent à nous. Avec les jeunes et les femmes d'Afrique, le décor est planté pour un nouveau chapitre de l'histoire du continent, un chapitre défini par l'innovation, la prospérité et l'inclusion. Avec la Stratégie d'inclusion des jeunes et de la dimension de genre de l'AMCOW, l'Afrique est prête à libérer le plein potentiel de ses meilleurs atouts et à forger un avenir plus brillant et plus inclusif pour le secteur de l'eau et de l'assainissement.



African youth representatives at the UN Water Conference in New York in March 2023.- Représentants de la jeunesse africaine à la conférence de l'ONU sur l'eau qui se tiendra à New York en mars 2023.

NAMIBIA IS SPENDING N\$82.5 MILLION ON SANITATION UNDER NWSSP

AUTHOR: CHRISPIN MATONGELA, DEPUTY DIRECTOR: PUBLIC RELATIONS, MAWLR COMMUNICATIONS

Namibia is spending about N\$82.5 million on the construction of sanitation facilities under the Namibia Water Sector Support Programme (NWSSP). This programme will carry out sanitation activities in order to strengthen Water, Sanitation, and Hygiene (WASH) service delivery through advocacy, sensitisation, promotion of decentralized education, development of gender-responsive training, and circulation of promotional material. These initiatives will improve environmental hygiene practices and mitigate the spread of HIV and AIDS.

Namibia attended the historic 2023 UN Water Conference in New York, USA, alongside other members of the global community. The Cabinet of the Republic of Namibia joined a call to prioritize water and sanitation to the top of the global agenda item. This involves implementing Sustainable Development Goal 6, i.e., clean water and sanitation for all. To be on track, the Cabinet emphasized the need to grant everyone "access to adequate and equitable sanitation and hygiene for all and to end open defecation, paying special attention to the needs of women and girls and those in vulnerable situations" would need to be achieved by 2030.

The Cabinet of the Republic of Namibia came to the Water Conference prepared to fulfill its commitments. During the conference, Prime Minister of the Republic of Namibia Rt. Hon Dr. Saara Kuugongelwa-Amadhila confirmed the National Sanitation and Hygiene Strategy 2022-2027. An initiative that scales up sanitation in the country, the Strategy was accompanied by a Youth Employment Model in the construction and maintenance of sanitation facilities across the country.

In alignment with the Republic of Namibia's goals, the Ministry of Agriculture, Water, and Land Reform announced support for urban sanitation through collaboration with various local authorities. In partnership with NWSSP, the Ministry initiated data collection on sanitation in various regions, including Hardap, Kavango West, Kavango East, Omusati, Omaheke, Oshikoto, Ohangwena, Karas Region, and Zambezi Regions. Youth with technical expertise is planned to construct and maintain sanitation facilities in these regions.

Water and sanitation sectors in Namibia are further prioritized through the Water Resources Management Act (2013) and the Water Supply and Sanitation Policy

2008, the National Standards for Dry Sanitation, and the Communication Strategy on the Elimination of Open Defecation in Namibia.

NWSSP programs will include WASH-friendly school campaigns such as hand washing with soap, sanitation facilities responsive to gender and disability, awareness that combats discrimination and exclusion and mitigation of inequalities that leave people behind in rural areas.

At the same time, training manuals for School Led Total Sanitation (SLTS) and Community Led Total Sanitation (CLTS) will promote awareness initiatives throughout Namibia. These WASH interventions will further contribute to the sanitation-nutrition nexus, including the overall impact on improving nutrition and reducing stunting in rural areas.

NWSSP shall also finance the construction of climate-resilient public sanitation facilities to increase health benefits, educational attainment, and economic productivity of communities. This activity will focus on health centers, the most disadvantaged schools in the program sites, markets and bus stations.

A utility worker testing a newly installed standpipe.

Un travailleur des services publics teste une borne-fontaine nouvellement installée.



Learn more about the Namibia Water Sector Support Program

En savoir plus sur le programme de soutien au secteur de l'eau en Namibie

THE FOLLOWING ACTIVITIES ARE TO BE IMPLEMENTED UNDER THE NWSSP FROM 2021 AND 2025:

- i. Construction of 2000 climate-smart, resilient school gender-segregated, child-friendly facilities, health center facilities and other public institutions facilities
- ii. Strengthening of WASH service delivery through advocacy, sensitisation, promotion of decentralized sanitation & hygiene education, development of gender-responsive training and promotional material, including information about HIV/AIDS
- iii. CLTS, SLTS, and Sanitation Marketing and eliminating open defecation practices;
- iv. Support of water-sanitation nutrition nexus, including the promotion of handwashing with soap at critical times, engagement of communities to develop and implement sanitation safety planning to manage safely, disposal utilization of excreta, w targeting of WASH programs in areas of high nutritional need
- v. Development and implementation of a new model for CLTS and childcare
- vi. Development and implementation of a nationwide behavior change communication campaign on hygienic feeding;
- vii. Strengthened coordination agencies for food and nutrition with a specific focus on scaling-up WASH interventions to improve nutrition;
- viii. Sanitation marketing through the promotion of behavior

change and creation of sanitation demand

ix. Integration of advocacy activities on WASH for people with disabilities

x. Implementation of the National WASH Communication strategy for the elimination of open defecation;

xi. Promotion of WASH nutrition education

xii. Empowerment of communities to design, build, operate and maintain sustainable latrines

PROGRESS ON IMPLEMENTATION

Scaling up sanitation will enhance human rights and dignity of the rural and urban poor, providing both hygiene and employment opportunities. The Ministry of Agriculture, Water, and Land Reform is constructing more than 680 climate-friendly, resilient sanitation facilities across the country. These initiatives will seek contribution from young people with technical expertise. The Ministry of Education, Arts, and Culture; Ministry of

Health and Social Services; and Ministry of Urban and Rural Development; are working closely with the Ministry of Agriculture, Water, and Land Reform to identify over 50 schools and clinics where sanitation facilities are urgently needed and prepare designs and drawings. Building plans have been advertised and await procurement processes.



LA NAMIBIE CONSACRE 82,5 MILLIONS DE DOLLARS NAMIBIENS À L'ASSAINISSEMENT DANS LE CADRE DU NWSSP

AUTEUR: CHRISPIN MATONGELA, DEPUTY DIRECTOR: RELATIONS PUBLIQUES, MAWL COMMUNICATIONS

La Namibie dépense environ 82,5 millions de dollars namibiens pour la construction d'installations sanitaires dans le cadre du Programme de soutien au secteur de l'eau en Namibie (NWSSP, Namibia Water Sector Support Programme en anglais). Ce programme permettra de réaliser des activités d'assainissement afin de renforcer la fourniture de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) par le biais de la défense, de la sensibilisation, de la promotion de l'éducation décentralisée, du développement d'une formation tenant compte des questions de genre et de la diffusion de matériel promotionnel. Ces initiatives permettront d'améliorer les pratiques d'hygiène environnementale et d'atténuer la propagation du VIH et du sida.

La Namibie a participé à la conférence historique des Nations unies sur l'eau 2023 à New York, aux côtés d'autres membres de la communauté internationale. Le cabinet de la République de Namibie s'est joint à un appel visant à faire de l'eau et de l'assainissement la priorité de l'ordre du jour mondial. Il s'agit de mettre en œuvre l'objectif de développement durable n° 6, à savoir l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement. Afin de poursuivre dans cette voie, le cabinet a souligné la nécessité d'accorder à chacun "l'accès à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et équitables pour tous et de mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes, des filles et des personnes en situation de vulnérabi-

lité" d'ici à 2030.

Le gouvernement de la République de Namibie s'est présenté à la conférence sur l'eau prêt à remplir ses engagements. Au cours de la conférence, le Premier ministre de la République de Namibie, le Dr Saara Kuugongelwa-Amadhila, a confirmé la stratégie nationale en matière d'assainissement et d'hygiène pour 2022-2027. Cette stratégie, qui vise à améliorer l'assainissement dans le pays, s'accompagne d'un programme de création d'emplois pour les jeunes dans le domaine de la construction et de l'entretien d'installations sanitaires dans tout le pays.

Conformément aux objectifs de la République de Namibie, le ministère de l'agriculture, de l'eau et de la réforme agraire a annoncé son soutien à l'assainissement urbain, en collaboration avec diverses autorités locales. En partenariat avec le NWSSP, le ministère a commencé à collecter des données sur l'assainissement dans diverses régions, notamment Hardap, Kavango West, Kavango East, Omusati, Omaheke, Oshikoto, Ohangwena, la région de Karas et les régions du Zambèze. Il est prévu que des jeunes disposant d'une expertise technique construisent et entretiennent des installations sanitaires dans ces régions.

Les secteurs de l'eau et de l'assainissement en Namibie sont encore plus prioritaires grâce à la Loi sur la gestion des ressources en eau (2013) et à la Politique d'approvisionnement en eau et d'assainisse-

ment de 2008, aux Normes nationales pour l'assainissement à sec et à la Stratégie de communication sur l'élimination de la défécation en plein air.

Les programmes du NWSSP comprendront des campagnes scolaires en faveur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, telles que le lavage des mains avec du savon, des installations sanitaires adaptées au genre et au handicap, une sensibilisation à la lutte contre la discrimination et l'exclusion, et l'atténuation des inégalités qui laissent les gens pour compte dans les zones rurales.

Parallèlement, des manuels de formation sur l'assainissement total en milieu scolaire (SLTS, School Led Total Sanitation en anglais) et l'assainissement total en milieu communautaire (CLTS, Community Led Total Sanitation en anglais) permettront de promouvoir des initiatives de sensibilisation dans toute la Namibie. Ces interventions WASH contribueront au lien entre assainissement et nutrition, y compris l'impact global sur l'amélioration de la nutrition et la réduction des retards de croissance dans les zones rurales.

Le NWSSP financera également la construction d'installations sanitaires publiques résilientes au climat afin d'accroître les bénéfices pour la santé, le niveau d'éducation et la productivité économique des communautés. Cette activité se concentrera sur les centres de santé, les écoles les plus défavorisées des sites du programme,

les marchés et les gares routières.

LES ACTIVITÉS SUIVANTES DOIVENT ÊTRE MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU NWSSP ENTRE 2021 ET 2025 :

- i. Construction de 2000 écoles intelligentes face au climat, résilientes, séparées par genre, adaptées aux enfants, de centres de santé et d'autres institutions publiques;
- ii. Renforcement de la prestation de services WASH par le biais du plaidoyer, de la sensibilisation, de la promotion de l'assainissement décentralisé et de l'éducation à l'hygiène, du développement d'une formation sensible au genre et de matériel promotionnel, y compris des informations sur le VIH/sida;
- iii. CLTS, SLTS et promotion de l'assainissement et élimination des pratiques de défécation en plein air;
- iv. Soutien au nexus eau-assainissement-nutrition, y compris la promotion du lavage des mains avec du savon aux moments cruciaux, l'engagement des communautés à développer et à mettre en œuvre des plans de sécurité sanitaire pour gérer en toute sécurité l'élimination des excréments, le ciblage des programmes WASH dans les zones où les besoins nutritionnels sont élevés;
- v. Développement et mise en œuvre

d'un nouveau modèle pour le CLTS et la prise en charge des enfants;

vi. Développement et mise en œuvre d'une campagne nationale de communication sur le changement de comportement en matière d'alimentation saine;

vii. Renforcement des agences de coordination pour l'alimentation et la nutrition avec un accent particulier sur l'élargissement des interventions WASH pour améliorer la nutrition;

viii. Promotion de l'assainissement par l'incitation au changement de comportement et la création d'une demande en matière d'assainissement;

ix. Intégration des activités de plaidoyer sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour les personnes souffrant d'un handicap;

x. Mise en œuvre de la stratégie nationale de communication WASH pour l'élimination de la défécation en plein air;

xi. Promotion de l'éducation en matière de nutrition dans le domaine WASH;

xii. Renforcement des capacités des communautés à concevoir, construire, exploiter et entretenir des latrines durables.

PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE

La généralisation de l'assainissement contribuera à garantir les droits humains et la dignité des pauvres des zones rurales et urbaines, en leur offrant à la fois des prestations sanitaires et des opportunités professionnelles. Le ministère de l'agriculture, de l'eau et de la réforme agraire construit plus de 680 installations sanitaires résilientes et respectueuses du climat dans tout le pays. Ces initiatives feront appel à la contribution des jeunes ayant une expertise technique. Le ministère de l'éducation, des arts et de la culture, le ministère de la santé et des services sociaux et le ministère du développement urbain et rural travaillent en étroite collaboration avec le ministère de l'agriculture, de l'eau et de la réforme agraire pour identifier plus de 50 écoles et cliniques où des installations sanitaires sont nécessaires de toute urgence et pour préparer les projets de conception. Les plans de construction ont été publiés et attendent les procédures de passation de marchés.

WORKING TOWARD EFFECTIVE WATER QUALITY MONITORING IN RURAL AREAS: THE WATER QUALITY ASSURANCE FUND APPROACH

AUTHORS: BASHIRU YACHORI (AQUAYA), EUGENE APPIAH-EFFAH (KNUST), KWABENA BIRITWUM NYARKO (KNUST), KAREN SETTY (AQUAYA)
KWAME NKURUMAH UNIVERSITY OF SCIENCE AND TECHNOLOGY (KNUST)

INTRODUCTION

Drinking water quality is crucial in maintaining good health; however, most rural water systems in sub-Saharan Africa lack routine water testing programs. A study in 10 sub-Saharan African countries involving 72 water suppliers and surveillance agencies revealed that while 85% conducted some microbial water quality testing, only 41% met the testing frequencies specified by national standards (Pelletz et al., 2016). Insufficient capacity (including human, financial, and infrastructural aspects) and weak regulatory enforcement were identified as major barriers to maintaining effective water quality testing programs (Pelletz et al., 2018).

The Aquaya Institute launched the Water Quality Assurance Fund (WQAF) in 2020 to address this issue. The primary objective of the WQAF is to encourage centrally located laboratories, such as Ghana Water Company Limited (GWCL), to extend water quality testing services to rural water systems.

The WQAF was designed to address the barriers associated with routine water quality testing. It incentivises existing laboratories to expand their services beyond urban areas by minimising non-payment risk through payment guarantees (Press-Williams et al., 2021). The Assurance Fund model rationale responds to several observations:

1. Centralising water quality testing at a professional laboratory is more efficient and cost-effective than conducting on-site testing for small rural water systems located within two hours of a city.
2. Many rural water service providers, particularly piped systems, can afford testing services.
3. Existing laboratories may be hesitant to serve small rural water systems due to the perceived risks associated with irregular ability to pay. The Assurance Fund helps to reduce the financial risk of expanding service offerings, thus encouraging laboratory participation.
4. Although water quality testing regulations exist in most low-income countries, enforcement is of-

ten lacking. Enrolling water systems for testing by default may promote compliance.

THE WQAF PILOT APPROACH IN GHANA

The WQAF has been piloted in the rural district of Asutifi North in southern Ghana, where it provides a guarantee of payment for laboratory services provided by GWCL to the rural water systems in the district.

The WQAF agreement approach is illustrated in Figure 1. Aquaya, the organisation managing the Assurance Fund, signed a contract with the District Assembly of Asutifi North and GWCL, negotiating a group rate for testing services and offering reimbursement for laboratory services using donor funding under certain conditions. According to the agreement, the closest GWCL laboratory collects and tests water samples from each enrolled water system, monthly for piped water systems and quarterly for point sources such as handpumps.

In most cases, the laboratory receives direct payments from water system managers. Water systems adhere to a predetermined testing schedule and can opt out of the agreement anytime. Unless they opt out, they receive monthly laboratory services without the need for additional requests. Aquaya facilitates monthly discussions with water systems to aid in interpreting results and addressing water quality concerns. In cases where a water system fails to pay after three reminders, the laboratory can file a claim for repayment from the Assurance Fund. Aquaya notifies the local government body (District Assembly) of any payment issues, and they ensure that the defaulting water system repays the Assurance Fund with a 5% penalty. Aquaya and the District Assembly can withdraw water systems from the program if they default three times, signifying that they are unable or not committed to participate.

INITIAL RESULTS OF WQAF IMPLEMENTATION IN GHANA

The WQAF has been active in the Asutifi North District in Ghana

since 2020, involving nine water systems serving approximately 59,000 people. Aquaya has played a pivotal role in supporting implementation by:

- Establishing agreements.
- Creating monitoring schedules.
- Ensuring accountability among all parties.
- Assisting operators in interpreting water quality data.
- Providing technical assistance to address water quality concerns.

Pilot implementation of the WQAF in Ghana yielded promising results:

- i. Between March 2020 and May 2022, 238 microbial water quality tests were conducted.
- ii. Out of the 137 invoices issued during the same period, the laboratory filed 24 claims against the Assurance Fund due to non-payment. To date, the Assurance Fund has received reimbursement for 8 of the missed payments.
- iii. Water system managers have gained water quality knowledge through the regular group discussions held by Aquaya.
- iv. Two piped water systems, serving approximately 26,000 indi-

viduals, sought assistance from Aquaya to implement improved chlorination practices. As a result, these systems now maintain adequate chlorine levels 97% of the time, compared to just 25% before the intervention.

v. 61% of customers of these two piped systems stated a willingness to pay higher water tariffs to support water safety management measures such as water quality monitoring and chlorination.

vi. Water systems have reported signs of increased customer satisfaction.

vii. The District Assembly is considering revising water tariffs to help water systems cover operational expenses, including water testing and treatment.

ONGOING WQAF EXPANSION

The pilot in 2020–2022 led to scale-up efforts under the Rural Evidence and Learning for Water (REAL-Water) program (2021–2026) of USAID, with additional support from the Hilton Foundation and Helmsley Charitable Trust.

In partnership with Kwame Nkrumah University of Science and Technology (KNUST), Aquaya and GWCL have extended the Water Quality Assurance Fund to 11 additional districts involving 34 rur-

al water systems in Ghana. Implementation research will rigorously evaluate the impact of WQAF on household water safety in rural areas, as well as investigating financial and other programmatic outcomes. Of these 34 water systems, 20 have been receiving monthly testing services since early 2023, while the rest will join between September 2023 and March 2024 as part of a randomised step-wedge trial.

Expansion efforts for WQAF program implementation and evaluation are underway in Kenya, Uganda, and Tanzania in cooperation with another REAL-Water partner, Water Mission. These settings have diverse water system governance and management arrangements, which will provide critical insights into program portability. The program launch in Kenya is anticipated in the latter half of 2023.

Processing samples at GWCL Lab in Sunyani using membrane filtration

Traitement des échantillons au laboratoire GWCL de Sunyani par filtration membranaire

District Chief Executives signing the Water Quality Testing Agreements

Signature des accords sur les tests de qualité de l'eau par les chefs de district



POUR UNE SURVEILLANCE EFFICACE DE LA QUALITÉ DE L'EAU DANS LES ZONES RURALES: L'APPROCHE DU FONDS D'ASSURANCE POUR LA QUALITÉ DE L'EAU

AUTEURS: BASHIRU YACHORI (AQUAYA), EUGENE APPIAH-EFFAH (KNUST), KWABENA BIRITWUM NYARKO (KNUST), KAREN SETTY (AQUAYA)
UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE KWAME NKRUMAH (KNUST)

INTRODUCTION

La qualité de l'eau potable est essentielle au maintien d'une bonne santé. Cependant, la plupart des réseaux ruraux de distribution en eau d'Afrique subsaharienne ne disposent pas de programmes d'analyse systématique de l'eau. Une étude menée dans 10 pays d'Afrique subsaharienne auprès de 72 fournisseurs d'eau et agences de surveillance a révélé que si 85 % d'entre eux effectuaient des analyses de la qualité microbienne de l'eau, seuls 41 % respectaient les fréquences d'analyse spécifiées par les normes nationales (Peletz et al., 2016). L'insuffisance des capacités (y compris les aspects humains, financiers et infrastructurels) et la faible application de la réglementation ont été identifiées comme des obstacles majeurs au maintien de programmes efficaces d'analy-

2021). La logique du modèle de fonds d'assurance répond à plusieurs observations :

La centralisation des analyses de la qualité de l'eau dans un laboratoire professionnel est plus efficace et plus rentable que la réalisation d'analyses sur place pour les petits réseaux d'approvisionnement en eau ruraux situés à moins de deux heures d'une ville.

2. De nombreux fournisseurs de services de distribution en eau en milieu rural, en particulier lorsqu'il s'agit de réseaux de canalisations, peuvent se permettre de recourir à des services d'analyse.

3. Les laboratoires existants peuvent hésiter à desservir les petits réseaux ruraux de distribution d'eau en raison des risques perçus associés à une capacité de

paiement pour les services de laboratoire fournis par la GWCL aux réseaux ruraux de distribution d'eau du district.

L'approche de l'accord WQAF est illustrée dans la figure 1. Aquaya, l'organisation qui gère le fonds d'assurance, a signé un contrat avec l'Assemblée du district d'Asutifi Nord et la GWCL, négociant un tarif de groupe pour les services d'analyse et offrant le remboursement des services de laboratoire à l'aide de fonds de donateurs sous certaines conditions. Selon cet accord, le laboratoire le plus proche de la GWCL collecte et analyse des échantillons d'eau provenant de chaque réseau d'eau inscrit, une fois par mois pour les réseaux d'eau courante et une fois par trimestre pour les sources ponctuelles telles que les pompes manuelles.

PREMIERS RÉSULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DU WQAF AU GHANA

Le WQAF est opérationnel depuis 2020 dans le district d'Asutifi Nord, au Ghana, et concerne neuf réseaux d'approvisionnement en eau desservant environ 59 000 personnes. Aquaya a joué un rôle central dans le soutien à la mise en œuvre en :

- Établir des accords
- Créer des calendriers de suivi
- Assurer la responsabilisation de toutes les parties
- Aider les opérateurs à interpréter les données relatives à la qualité de l'eau
- Fournir une assistance technique pour répondre aux préoccupations en matière de qualité de l'eau

La mise en œuvre expérimentale du WQAF au Ghana a donné des résultats prometteurs :

- Entre mars 2020 et mai 2022, 238 tests de qualité microbienne de l'eau ont été réalisés.
- Sur les 137 factures émises au cours de la même période, le laboratoire a déposé 24 demandes d'indemnisation auprès du fonds d'assurance pour défaut de paiement. À ce jour, le fonds d'assurance a



An excited system operator after picking number one during the live randomization of water systems during the Assurance Fund launch Goaso, Ahafo region

FR: Un opérateur de système excité après avoir choisi le numéro un lors de la randomisation en direct des systèmes d'eau pendant le lancement du Fonds d'assurance Goaso, région d'Ahafo

reçu le remboursement de 8 des paiements manqués.

iii. Les gestionnaires de réseaux de distribution d'eau ont acquis des connaissances sur la qualité de l'eau grâce aux discussions de groupe organisées régulièrement par Aquaya.

iv. Deux réseaux d'eau courante, desservant environ 26 000 personnes, ont sollicité l'aide d'Aquaya pour mettre en œuvre des pratiques de chloration améliorées. En conséquence, ces systèmes maintiennent désormais des niveaux de chlore adéquats 97 % du temps, contre seulement 25 % avant l'intervention.

v. 61% des clients de ces deux réseaux d'eau courante se sont déclarés prêts à payer des tarifs plus élevés pour soutenir les mesures de gestion de la sécurité de l'eau, telles que le contrôle de la qualité de l'eau et la chloration.

vi. Les réseaux de distribution d'eau ont rapporté une satisfaction accrue chez les clients.

vii. L'assemblée du district envisage de réviser les tarifs de l'eau pour aider les réseaux d'eau à couvrir les dépenses opérationnelles, y compris l'analyse et le traitement de l'eau.

EXPANSION EN COURS DU WQAF

Le projet pilote mené en 2020-2022 a conduit à des efforts d'ex-

pansion dans le cadre du programme Rural Evidence and Learning for Water (REAL-Water) (2021-2026) de l'USAID, avec le soutien supplémentaire de la Fondation Hilton et du Fonds caritatif Helmsley.

En partenariat avec l'Université des Sciences et Technologies Kwame Nkrumah (KNUST), Aquaya et GWCL ont étendu le Fonds d'assurance pour la qualité de l'eau à 11 districts supplémentaires impliquant 34 réseaux d'eau ruraux au Ghana. La recherche sur la mise en œuvre évaluera rigoureusement l'impact du Fonds d'assurance pour la qualité de l'eau sur la salubrité de l'eau des ménages dans les zones rurales, et étudiera les aspects financiers et d'autres résultats du programme. Sur ces 34 réseaux de distribution d'eau, 20 bénéficient de services d'analyse mensuels depuis le début de l'année 2023, tandis que les autres rejoindront le programme entre septembre 2023 et mars 2024 dans le cadre d'un essai randomisé par étapes.

Des efforts d'expansion pour la mise en œuvre et l'évaluation du programme WQAF sont en cours au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, en coopération avec un autre partenaire de REAL-Water, Water Mission. Ces pays ont des cadres de gouvernance et de gestion de l'eau différents, ce qui permettra d'obtenir des informations essentielles sur la portabilité du programme. Le lancement du programme au Kenya est prévu pour la seconde moitié de 2023.



se de la qualité de l'eau (Peletz et al., 2018).

L'Institut Aquaya a lancé le Fonds d'assurance pour la qualité de l'eau (WQAF, Water Quality Assurance Fund en anglais) en 2020 pour remédier à ce problème. L'objectif principal du WQAF est d'encourager les laboratoires centralisés, tels que le Ghana Water Company Limited (GWCL), à étendre leurs services d'analyse de la qualité de l'eau aux réseaux de distribution d'eau en milieu rural.

Le WQAF a été conçu pour répondre aux obstacles associés aux analyses de routine de la qualité de l'eau. Il incite les laboratoires existants à étendre leurs services au-delà des zones urbaines en minimisant le risque de défaut de paiement grâce à des garanties de paiement (Press-Williams et al.,

paiement irrégulière. Le fonds d'assurance contribue à réduire le risque financier lié à l'élargissement de l'offre de services, encourageant ainsi la participation des laboratoires.

4. Bien qu'il existe des réglementations en matière d'analyse de la qualité de l'eau dans la plupart des pays à faible revenu, l'application de ces réglementations fait souvent défaut. L'inscription systématique des réseaux d'approvisionnement en eau aux analyses peut favoriser le respect de la réglementation.

L'APPROCHE PILOTE DU WQAF AU GHANA

Le WQAF a été testé dans le district rural d'Asutifi Nord, dans le sud du Ghana, où il offre une garantie de

STOP THE ROT - QUALITY CONTROL FOR SUSTAINABLE WATER INFRASTRUCTURE

AUTHORS: SEAN FUREY, DIRECTOR, RURAL WATER SUPPLY NETWORK; OBINNA ANAH, AMCOW; KERSTINE DANERT, ASK FOR WATER

When safe water remains a critical challenge, attention to quality control and verification is of crucial importance in ensuring the sustainability of infrastructure projects. Even as certain methods of water sanitation have been proven safe and reliable, continual quality control efforts remain essential in ensuring that such interventions remain effective and efficient.

For example, handpumps are a simple technology providing water to an estimated 200 million people daily; yet, this technology can be liable to premature failures due to engineering issues, vandalism, or user rejection. Such potential for redundancy must be tracked, as other interventions may prove more efficacious.

Africa heavily relies on groundwater sources for drinking water, with an estimated 50 percent of the population depending on point sources such as boreholes, wells, and springs. In rural areas, raw groundwater is perceived to be of high quality; however, contamination and pollution may still persist.

This underscores the need for stringent quality control measures. The construction of boreholes, in particular, requires specific skills and attention to technical details to ensure that sites avoid contamination from pollution. Quality design and construction also ensures the longevity of a water source.

Cutting costs by using substandard materials and construction methods wastes millions of dollars each year and puts lives at risk. Quality control begins with program design, continuing through on-site supervision and post-construction control.

Groundwater is an important resource for safe drinking water, but can be compromised through poorly designed and executed drilling operations. Availability of groundwater data, creation of robust contracting practices, appropriate borehole siting, responsible drilling techniques, corruption mitigation, payment agreements, and recruitment of skilled supervision, are all challenges to accessing groundwater. If left unaddressed, these chal-

lenges undermine the sustainability of water services and hinder progress toward achieving universal water coverage.

The example of handpumps illustrates the complications that follow even commonly relied-upon technologies. This low-cost technology has revolutionized water supplies in rural areas of Africa. Yet high failure rates persist, despite improvements over time. Premature technical failure of handpumps may be attributed to factors related to their location, use, or composition.

Problems concerning handpump efficacy arise due to improper borehole sitings, construction flaws, low-quality pump components, improper installation, vandalism, or user dissatisfaction. Rapid corrosion of submerged steel and galvanized iron components in handpumps installed in aggressive groundwater has been identified as a significant cause of the technical decline and reduced lifespan.

Complications in handpump efficacy highlight the importance of

using high-quality materials and ensuring proper installation to avoid costly and premature failures. This can be avoided through appropriate policies and appropriate specifications in contract documents.

Quality control measures in infrastructure projects are paramount in achieving water and sanitation access across Africa. The region can avoid obstacles and unlock the potential of its groundwater resources by prioritizing quality standards and adhering to strict verification processes. Ultimately, such measures could facilitate safe and reliable water services to millions of people.

Quality assurance requires investment from all stakeholders: National governments must support policies; implementers must prioritize quality over cost; private sector actors must invest in the provision of quality goods and services. Community-based organizations and leaders are also key in calling for accountability when services fail prematurely. Governing bodies

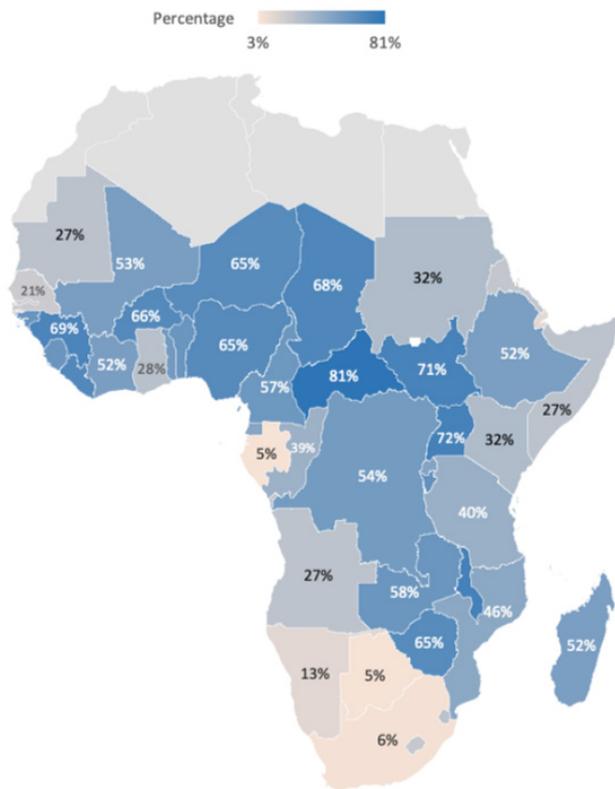
are especially well-situated to encourage such cooperation.

Africa will better ensure the long-term success of its water infrastructure projects when quality control standards are enforced. By investing in construction quality, attention to technical details, and skilled supervision, communities can create a brighter future for those needing safe and accessible water supplies.

The Rural Water Supply Network is one active group that advocates for quality water infrastructure in Africa. This global network of more than 15,000 rural water professionals -- most of whom are African -- collaborates with UNICEF on drilling professionalization. Its "Stop the Rot" campaign has brought together a vibrant action group to tackle the widespread problems of handpump corrosion.

Estimate of the percentage of the total population using a point groundwater source (spring, well or tube-well) as their main drinking water supply in sub-Saharan Africa and Sudan (Danert, 2022)

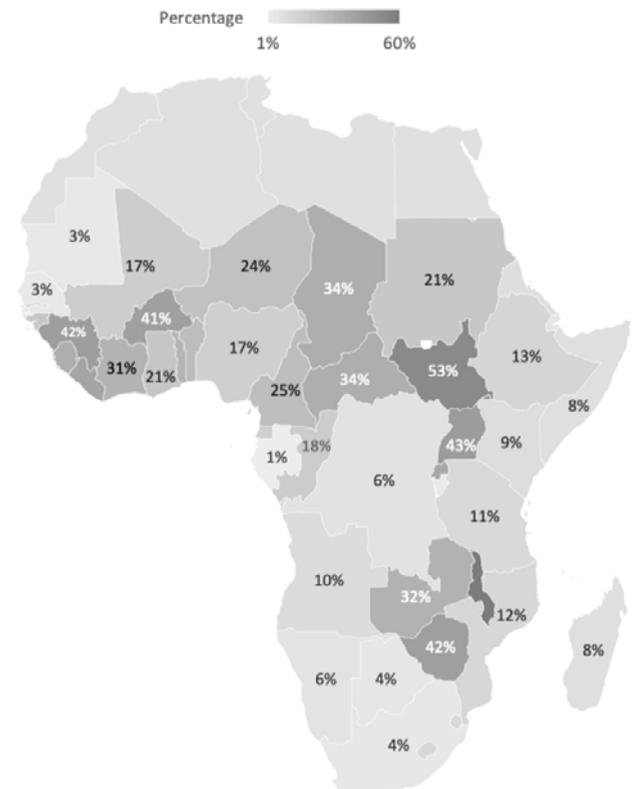
Estimation du pourcentage de la population totale utilisant une source d'eau souterraine ponctuelle (source, puits ou puits tubulaire) comme principale source d'approvisionnement en eau potable en Afrique subsaharienne et au Soudan.



58%	Benin	26%
5%	Burundi	2%
13%	Djibouti	5%
25%	Eritrea	9%
27%	Eswatini	11%
23%	The Gambia	11%
23%	Lesotho	12%
67%	Liberia	39%
72%	Malawi	60%
48%	Rwanda	37%
3%	São Tomé and Príncipe	2%
58%	Sierra Leone	34%
54%	Togo	30%

Estimate proportion of total population relying on handpumps for their main drinking water supply (Danert, 2022)

Estimation du pourcentage de la population totale utilisant une pompe à main comme principale source d'approvisionnement en eau potable



STOP À LA ROUILLE - LE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ POUR UNE INFRASTRUCTURE HYDRAULIQUE DURABLE

AUTEURS: SEAN FUREY, DIRECTEUR, RURAL WATER SUPPLY NETWORK; OBINNA ANAH, AMCOW; KERSTINE DANERT, ASK FOR WATER

Alors que l'eau potable reste un défi majeur, l'attention portée au contrôle et à la vérification de la qualité est d'une importance cruciale pour assurer la durabilité des projets d'infrastructure. Même si certaines méthodes d'assainissement de l'eau se sont avérées sûres et fiables, des efforts continus de contrôle de la qualité restent essentiels pour garantir que ces interventions restent efficaces et efficientes.

Par exemple, les pompes manuelles sont une technologie simple qui fournit de l'eau à environ 200 millions de personnes par jour ; cependant, cette technologie peut être sujette à des défaillances prématurées dues à des problèmes techniques, au vandalisme ou au rejet de la part des usagers. Les causes de ces défaillances et leur potentiel récurrence doivent être surveillées, car d'autres interventions peuvent s'avérer plus efficaces.

L'Afrique dépend fortement des nappes phréatiques pour l'eau potable, on estime que 50 % de la population dépend de sources ponctuelles telles que les forages, les puits et les sources. Dans les zones rurales, les eaux souterraines brutes sont perçues comme étant de haute qualité ; cependant, la contamination et la pollution peuvent encore persister.

Cela souligne la nécessité de mesures strictes de contrôle de la qualité. La construction de forages, en particulier, exige des compétences spécifiques et une attention particulière aux détails techniques afin de garantir que les sites ne soient pas contaminés par la pollution. Une conception et une construction de qualité garantissent également la longévité d'une source d'eau.

Réduire les coûts en utilisant des matériaux et des méthodes de construction de qualité inférieure, c'est gaspiller des millions de dollars chaque année et mettre des vies en danger. Le contrôle de la qualité commence dès la conception du programme et se poursuit par la supervision sur place et le contrôle après la construction.

Les eaux souterraines sont une ressource importante pour l'approvisionnement en eau potable, mais elles peuvent être compromises par des opérations de forage mal conçues et mal exécutées. La disponibilité de données sur les eaux souterraines, la mise en place de pratiques contractuelles solides, la localisation appropriée des forages, les techniques de forage responsables, la lutte contre la corruption, les accords de paiement et le recrutement d'un personnel d'encadrement qualifié sont autant

de défis à relever pour exploiter les eaux souterraines. S'ils ne sont pas résolus, ces problèmes compromettent la durabilité des services en eau et entravent les progrès vers la couverture universelle en eau.

L'exemple des pompes manuelles illustre les difficultés que rencontrent même les technologies les plus répandues. Cette technologie peu coûteuse a révolutionné l'approvisionnement en eau dans les zones rurales d'Afrique. Pourtant, malgré les améliorations apportées au fil du temps, les taux d'échec restent élevés. La défaillance technique prématurée des pompes à main peut être attribuée à des facteurs liés à leur emplacement, à leur utilisation ou à leur conception.

Les problèmes liés à l'efficacité des pompes manuelles sont dus à une mauvaise localisation des forages, à des défauts de construction, à des composants de mauvaise qualité, à une mauvaise installation, au vandalisme ou à l'insatisfaction des usagers. La corrosion rapide des composants en acier et en fer galvanisé immergés dans les pompes manuelles installées dans des nappes phréatiques corrosives a été identifiée comme une cause importante du déclin technique et de la réduction de la durée de vie.

Les complications liées à l'efficacité des pompes manuelles soulignent l'importance d'utiliser des matériaux de haute qualité et de garantir une installation correcte afin d'éviter des défaillances coûteuses et prématurées. Cela peut être évité grâce à l'adoption de politiques et de dispositions appropriées dans les documents contractuels.

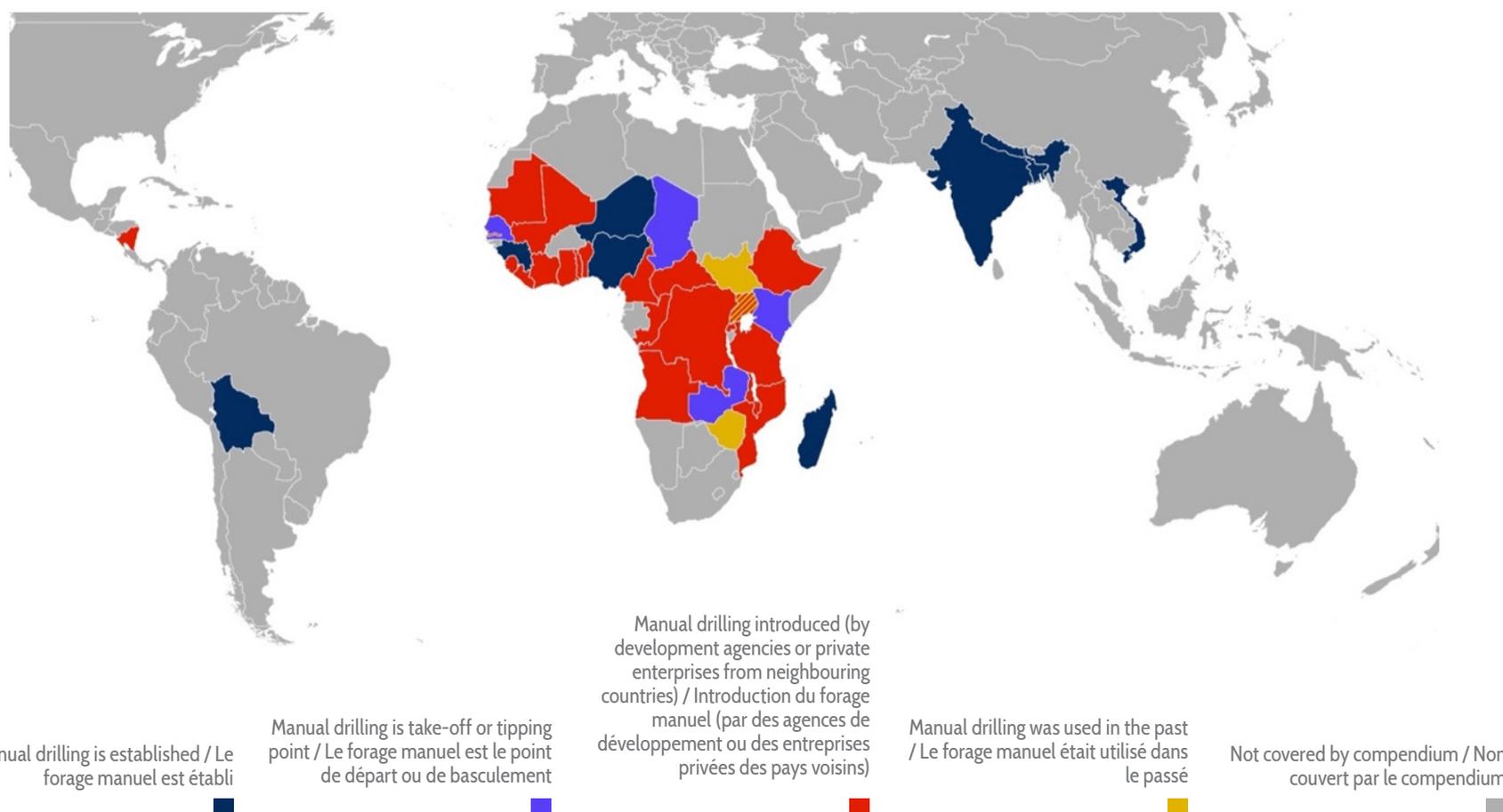
Les mesures de contrôle de la qualité dans les projets d'infrastructure sont essentielles pour assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Afrique. La région peut surmonter les obstacles et libérer le potentiel de ses ressources en eaux souterraines en donnant la priorité aux normes de qualité et en adhérant à des processus de vérification stricts. En fin de compte, ces mesures pourraient permettre à des millions de personnes de bénéficier de services d'approvisionnement en eau sûrs et fiables.

L'assurance de la qualité nécessite un investissement de la part de toutes les parties prenantes : Les gouvernements nationaux doivent soutenir les politiques ; les responsables de la mise en œuvre doivent donner la priorité à la qualité plutôt qu'au coût ; les acteurs du secteur privé doivent investir dans la fourniture de biens et de services de qualité. Les organisations et les dirigeants communau-

taires jouent également un rôle clé en exigeant des explications lorsque les services sont défectueux de manière prématurée. Les organes directeurs sont particulièrement bien placés pour encourager une telle coopération.

L'Afrique sera davantage en mesure de garantir le succès à long terme de ses projets d'infrastructures hydrauliques lorsque des normes de contrôle de la qualité seront appliquées. En investissant dans la qualité de la construction, l'attention portée aux détails techniques et une supervision compétente, les communautés peuvent créer un avenir meilleur pour ceux qui ont besoin d'un approvisionnement en eau sûr et accessible.

Le Réseau rural d'approvisionnement en eau est un groupe actif qui plaide en faveur d'infrastructures hydrauliques de qualité en Afrique. Ce réseau mondial de plus de 15 000 professionnels de l'eau en milieu rural - dont la plupart sont africains - collabore avec l'UNICEF sur la mise en œuvre professionnelle des forages. Sa campagne "Stop the Rot" a rassemblé un groupe d'action dynamique pour s'attaquer aux problèmes généralisés de la corrosion des pompes manuelles.



AMCOW'S 13TH GENERAL ASSEMBLY: CHAMPIONING WATER AND SANITATION SOLUTIONS FOR AFRICA'S FUTURE

AUTHOR: OBINNA RICHFIELD ANAH, KNOWLEDGE MANAGEMENT, COMMUNICATIONS AND VISIBILITY OFFICER, AMCOW

In line with the Rules of Procedure of the Governing Council of AMCOW, the 13th Ordinary Session of the AMCOW Council of Ministers took place from 13th to 15th June 2023. The assembly, an apex event in Africa's quest for sustainable water and sanitation solutions, convened in two crucial sessions: the Technical Advisory and Technical Experts Committees (TAC and TEC) session on 13th - 14th June 2023, followed by the highly anticipated Ministerial Session on 15th June 2023.

The atmosphere was charged with a sense of purpose and determination as high-level representatives from African nations and esteemed experts gathered to strategise and collaborate on pioneering initiatives to address water and sanitation challenges across the continent. Focusing on concrete action and collaboration, the assembly aimed to chart a new path towards water security and improved sanitation services for the millions of people in Africa.

With over 40 Member States in attendance, the Technical Advisory and Technical Experts Committees session was held over the first two days, serving as an invaluable platform for laying the groundwork for the assembly's agenda—discussions concerned data collection, information generation, decision-making processes, and inter-sectoral coordination mechanisms. Acknowledging the contributions and support of various

countries and partners, the committees emphasised the need for a comprehensive approach to capacity building, ensuring that member states had the tools and resources necessary to implement adequate water and sanitation policies.

The highlight of the assembly, the Ministerial Session on 15th June 2023, was a remarkable display of unity and collective ambition among African nations. The session commenced with the adoption of the 2022 Water and Sanitation Sector Monitoring (WASSMO) Report on the "Implementation of the July 2008 Sharm el-Sheikh Declaration (Assembly/AU/Decl.1 (XI))".

As the Ministerial Session continued, the decisions that emerged from the assembly underscored

the urgency of sustainable water and sanitation practices. AMCOW Secretariat was entrusted with a critical task: availing the final report to the African Union Commission Department of Agriculture, Rural Development, Blue Economy, and Sustainable Environment (AUC-ARBE). This report, a product of rigorous research and collaboration, would play a pivotal role in shaping water and sanitation policies across the continent.

Furthermore, the assembly emphasised the importance of presenting the report through relevant AU organs, ensuring its recommendations reached the highest decision-making echelons in the African Union. With an eye towards water security and sanitation for peace and development, the assembly passionately appear-

led to the Assembly of Heads of State and Government of the African Union to adopt, Water Security and Sanitation for Peace and Development' as the theme for the African Union in 2026.

An equally essential aspect of the assembly's decisions centered around the 2023 Water, Sanitation, and Hygiene Sector Monitoring and Reporting (WASSMO) cycle. The AMCOW Secretariat, in collaboration with the AUC, will work with member states to establish baselines and gather comprehensive data for the process. This information will inform the formulation of technical proposals for the post-2025 Africa Water Vision, creating a roadmap for sustainable water management for years to come.

AMCOW also achieved a significant

milestone by unanimously approving the Youth and Gender Inclusion Strategy.

During the 13th General Assembly meeting in June 2023, this groundbreaking decision will revitalize the implementation of policies for empowering youth and mainstreaming gender in the water sector. This move ensures the integration of perspectives from Africa's women and young professionals into decision-making processes for water and sanitation development. The strategy focuses on overcoming challenges faced by young Africans and women, promoting inclusivity, sustainability, and climate considerations. By prioritizing gender equality and youth empowerment, AMCOW aims to unlock Africa's water sector potential and create a more prosperous and inclusive future.



EN: Several delegates and Ministers responsible for water affairs in Africa participating in the 13th General Assembly of AMCOW

FR: Plusieurs délégués et ministres responsables des affaires de l'eau en Afrique participant à la 13ème Assemblée générale de l'AMCOW

AFRICAN WATER FACILITY TO HOLD A FUNDING DIALOGUE TO MOBILIZE RESOURCES TO ACCELERATE WATER AND SANITATION ACCESS IN AFRICA

AUTHOR: AFRICAN WATER FACILITY

The Funding Dialogue on Innovative Pathways for Water and Sanitation Access in Africa held by the African Water Facility will convene global leaders and stakeholders with the aim of mobilizing resources to bold water and sanitation initiatives. The closed event will take place at the Organization for Economic Cooperation and Development headquarters in Paris, France, on October 12th and 13th. Global leaders from donor and beneficiary governments, multilateral organisations, and other groups will attend and contribute to dialogues about the financing of water and sanitation initiatives in Africa.

The present water and sanitation crisis in Africa risks millions of lives and undermines economic development. More than 400 million people across the continent lack a basic water supply and 700 million more lack basic hygiene services. Achieving water security and sanitation for all requires immediate, large-scale investment in water supply and sanitation, improved governance of water resources, and the design of climate-resilient infrastructure.

The Funding Dialogue provides an opportunity to mobilize resources and goodwill toward water security and adequate sanitation service

delivery in Africa and integrate climate mitigation, adaptation, and resilience into the water and sanitation sector to ensure sustainability. It is the African Water Facility's second funding dialogue since its founding in 2006.

The African Water Facility is a unique continental accelerator for African member states. Established as a special multilateral fund by the African Ministers Council on Water and hosted by the African Development Bank, the Facility mobilizes financial resources for water and sanitation. It provides demand-driven technical assistance for project preparation,

enabling member states to secure water and sanitation investments.

As of June 2023, the African Water Facility has supported 52 African countries with 133 water and sanitation projects bringing access to safe water supply for 14.1 million people and providing sanitation services to 9.19 million. By the end of 2023, the Facility aims to deliver preparation of projects that will enable access to water and sanitation for close to 5 million additional African beneficiaries.

For more information on the funding dialogue, visit the African Water Facility website

Pour plus d'informations sur le dialogue pour le financement, visitez le site web de la Facilité africaine de l'eau



13ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'AMCOW : DES SOLUTIONS PIONNIÈRES EN MATIÈRE D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT POUR L'AVENIR DE L'AFRIQUE

AUTEUR: OBINNA RICHFIELD ANAH, RESPONSABLE DE LA GESTION DES CONNAISSANCES, DE LA COMMUNICATION ET DE LA VISIBILITÉ, AMCOW

Conformément au règlement intérieur du Conseil d'administration de l'AMCOW, la 13e session ordinaire du Conseil des ministres de l'AMCOW s'est tenue du 13 au 15 juin 2023. L'assemblée, un événement majeur pour l'Afrique dans sa quête de solutions durables en matière d'eau et d'assainissement, s'est réunie en deux sessions cruciales : la session des Comités consultatifs techniques et des Comités d'experts techniques (CCT et CET) les 13 et 14 juin 2023, suivie de la très attendue session ministérielle le 15 juin 2023.

L'atmosphère était chargée par un sentiment profond de détermination alors que des représentants de haut niveau des nations africaines et des experts estimés se réunissaient pour élaborer des stratégies et collaborer sur des initiatives pionnières visant à relever les défis de l'eau et de l'assainissement à travers le continent. En mettant l'accent sur les actions concrètes et la collaboration, l'assemblée visait à tracer une nouvelle voie vers la sécurité de l'eau et l'amélioration des services d'assainissement pour des millions de personnes en Afrique.

Plus de 40 États membres ont participé à la session des CCT et CET qui s'est tenue au cours des deux premiers jours et qui a servi de cadre à la définition des priorités de l'assemblée - les discussions ont porté sur la collecte de données, la production d'informations, les processus de prise de décision et les mécanismes de coordination intersectorielle. Reconnaisant les contributions et le soutien de divers pays et partenaires, les comités ont souligné la nécessité d'une approche globale du renforcement des capacités, garantissant que les États membres disposent des outils et des ressources nécessaires pour mettre en œuvre des politiques adéquates dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Le point culminant de l'assemblée, la session ministérielle du 15 juin 2023, a été une démonstration remarquable de l'unité et de l'ambition collective des nations africaines. La session a commencé par l'adoption du rapport 2022 sur le suivi du secteur de l'eau et de l'assainissement (WASSMO) sur la "mise en œuvre de la déclaration de Sharm el-Sheikh de juillet 2008 (Assemblée/AU/Decl.1 (XI))".

Alors que la session ministérielle se poursuivait, les décisions issues de l'assemblée soulignaient l'urgence de pratiques durables en matière d'eau et d'assainissement. Le secrétariat de l'AMCOW s'est vu confier une tâche essentielle : fournir le rapport final au département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable de la Commission de l'Union africaine (AUC-ARBE). Ce rapport, fruit d'une recherche et d'une collaboration rigoureuses, jouera un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques en matière d'eau et d'assainissement sur l'ensemble du continent.

En outre, l'assemblée a souligné l'importance de présenter le rapport par l'intermédiaire des organes compétents de l'UA, afin que ses recommandations atteignent les plus hautes sphères décisionnelles de l'Union africaine. Dans la perspective de la sécurité de l'eau et de l'assainissement pour la paix et le développement, l'assemblée a lancé un appel passionné à l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine pour qu'elle adopte "la sécurité de l'eau et l'assainissement

pour la paix et le développement" comme thème de l'Union africaine en 2026.

Un aspect tout aussi essentiel des décisions de l'assemblée a porté sur le cycle 2023 de suivi et de rapport du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASSMO). Le Secrétariat de l'AMCOW, en collaboration avec la CUA, travaillera avec les États membres pour établir des bases de référence et recueillir des données complètes pour le processus. Ces informations serviront à formuler des propositions techniques pour la Vision africaine de l'eau post-2025, créant ainsi une feuille de route pour la gestion durable de l'eau dans les années à venir.

AMCOW a également franchi une étape importante en approuvant à l'unanimité la stratégie d'inclusion des jeunes et des femmes. Lors de la 13e réunion de l'Assemblée générale en juin 2023, cette décision révolutionnaire revitalisera la mise en œuvre des politiques d'autonomisation des jeunes et d'intégration de la dimension de genre dans le secteur de l'eau. Cette décision garantit l'intégration des per-

spectives des femmes et des jeunes professionnels africains dans les processus de prise de décision pour le développement de l'eau et de l'assainissement. La stratégie vise à surmonter les difficultés rencontrées par les jeunes Africains et les femmes, à promouvoir l'inclusion, la durabilité et la prise en compte du climat. En donnant la priorité à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des jeunes, l'AMCOW vise à libérer le potentiel du secteur de l'eau en Afrique et à créer un avenir plus prospère et plus inclusif.

LA FACILITÉ AFRICAINE DE L'EAU ORGANISE UN DIALOGUE SUR LE FINANCEMENT AFIN DE MOBILISER DES RESSOURCES POUR ACCÉLÉRER L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE

AUTEUR: AFRICAN WATER FACILITY

Le Dialogue pour le financement de solutions innovantes pour l'accès à l'eau et à l'assainissement en Afrique, organisé par la Facilité africaine de l'eau, réunira des dirigeants et des parties prenantes du monde entier dans le but de mobiliser des ressources pour des initiatives audacieuses dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. L'événement à huis clos aura lieu au siège de l'Organisation de coopération et de développement économiques à Paris, en France, les 12 et 13 octobre. Des dirigeants de gouvernements donateurs et bénéficiaires, d'organisations multilatérales et d'autres groupes y participeront et contribueront au dialogue pour le financement d'initiatives en matière d'eau et d'assainissement en Afrique.

La crise actuelle de l'eau et de l'assainissement en Afrique met en danger des millions de vies et compromet le développement économique. Plus de 400 millions de personnes sur le continent ne disposent pas d'un approvisionnement en eau de base et 700 millions d'autres ne bénéficient pas de services d'hygiène de base. La sécurité de l'eau et l'assainissement pour tous nécessitent des investissements immédiats et à grande échelle dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, une meilleure gouvernance des ressources en eau et la conception d'infrastructures résilientes au changement climatique.

Le Dialogue pour le financement est l'occasion de mobiliser les ressources et l'engagement en faveur

de la sécurité de l'eau et de la fourniture de services d'assainissement adéquats en Afrique, et d'intégrer l'atténuation du changement climatique, l'adaptation et la résilience dans le secteur de l'eau et de l'assainissement afin d'en assurer la pérennité. Il s'agit du deuxième dialogue pour le financement de la Facilité africaine de l'eau depuis sa création en 2006.

La Facilité africaine de l'eau est un accélérateur continental unique en son genre pour les États membres africains. Créée en tant que fonds multilatéral spécial par le Conseil des ministres africains chargés de l'eau et hébergée par la Banque africaine de développement, la Facilité mobilise des ressources financières pour l'eau et l'assainissement. Elle fournit une as-

sistance technique motivée par la demande pour la préparation des projets, permettant aux États membres de sécuriser les investissements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

En juin 2023, la Facilité africaine de l'eau avait déjà apporté son soutien à 52 pays africains pour 133 projets dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, permettant à 14,1 millions de personnes d'avoir accès à l'eau potable et à 9,19 millions de personnes d'avoir accès à des services d'assainissement. D'ici à la fin 2023, la Facilité vise à préparer des projets qui permettront à près de 5 millions de bénéficiaires supplémentaires en Afrique d'avoir accès à l'eau et à l'assainissement.

To read African Water Facility's 2023 showcase, scan the QR code

Pour lire la présentation de la Facilité africaine de l'eau 2023, scannez le QR code



2022 AFRICA WATER AND SANITATION REPORT



ANNOUNCEMENT OF THE 2022 AFRICA WATER AND SANITATION REPORT

Representatives from the African Ministers' Council on Water (AM-COW) and member states launched the 2022 Africa Water and Sanitation Report at the 2023 UN Water Conference in New York City. The document provides a framework to surveil and address water infrastructure across the continent at a crucial moment, when intersectional threats posed by climate change and urbanisation promise to further threaten water security.

Over 400 million people across Africa lack access to safely managed water; twice as many lack safely managed sanitation and hygiene services. This lack of infrastructure not only comes at a cost of human life and health but also leaves countries economically paralyzed. Poor water quality undermines a third of potential economic growth in some areas, according to AM-

COW. Lacking water infrastructure, thus, poses immediate and long-term threats to the health and progress of both people and countries across the continent.

The report assigns AMCOW to assist African Union member states toward innovation and accountability relating to goals of universal water access. Signatories of the United Nations Sustainable Development Goals have committed to pursuing universal access to drinking water, sanitation, and hygiene (WASH) for all by 2030. To reach this goal, efforts will need to increase four-fold. Member states of the African Union and African Development Bank have also committed to quick, comprehensive action toward making WASH accessible to all.

The time pressure on water infra-

structure initiatives both arrives from a concern for immediate challenges and a recognition that climate change and urbanization will exacerbate existing concerns. Precipitation patterns across Africa are disrupted by climate change and important resources, such as Lake Chad, are shrinking at an alarming rate.

Many African Union member states are still not on track to achieve international commitments and goals set by 2025 and 2030. However, some have shown that developing and investing in the appropriate infrastructure, institutions, research and monitoring systems, and establishing strong partnerships offers opportunity.

The 2022 Africa Water and Sanitation Report provides a roadmap to guide pursuit of short and long-

term goals related to water infrastructure. The challenge posed by insufficient WASH access can be reimagined as a chance to increase welfare and economic innovation across the continent. It is up to member states and stakeholder groups to hold one another accountable to progressing towards this most vital of goals.



African Development Bank Director Water Development and Sanitation, Oswald M. Chanda, Minister of Water Resources, Nigeria, H.E. Suleiman Adamu, H.E. Amb. Josefa L. Sako. Commissioner for Agriculture, Rural Development, Blue Economy and Sustainable Environment African Union Commission (AUC), Minister of Water Resources and Irrigation, Egypt, Prof Dr Hani Sewilam, the Special Adviser, UN Office of the Special Adviser on Africa (OSAA) Cristina Duarte, Minister of Water and Sanitation (South Africa), HE Senzo Mchunu, Minister of Water and Energy Federal Democratic Republic of Ethiopia, H.E Habtamu Itefa Geleta, AMCOW Executive Secretary, Dr Rashid Mbaziira.

ANNONCE DU RAPPORT 2022 SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE

Les représentants du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) et des États membres ont lancé le rapport 2022 sur l'eau et l'assainissement en Afrique lors de la conférence des Nations unies sur l'eau qui s'est tenue à New York en 2023. Le document fournit un cadre pour suivre et traiter l'infrastructure de l'eau à travers le continent à un moment crucial, alors que les menaces intersectionnelles posées par le changement climatique et l'urbanisation promettent de menacer davantage la sécurité de l'eau.

Plus de 400 millions de personnes en Afrique n'ont pas accès à une eau gérée en toute sécurité et deux fois plus ne disposent pas de services d'assainissement et d'hygiène gérés en toute sécurité. Ce manque d'infrastructures se traduit non seulement par des coûts en termes de vies humaines et sanitaire, mais aussi par une paralysie économique des états. Selon l'AMCOW, la mauvaise qualité de l'eau compromet un tiers de la croissance économique potentielle dans certaines régions. Le manque d'infrastructures hydrauliques constitue donc une menace immédiate et à long terme pour la santé et le progrès des populations et des pays du continent.

Le rapport charge l'AMCOW d'aider les États membres de l'Union africaine à innover et à prendre leur responsabilité en ce qui concerne les objectifs d'accès universel à l'eau. Les signataires des Objectifs de développement durable

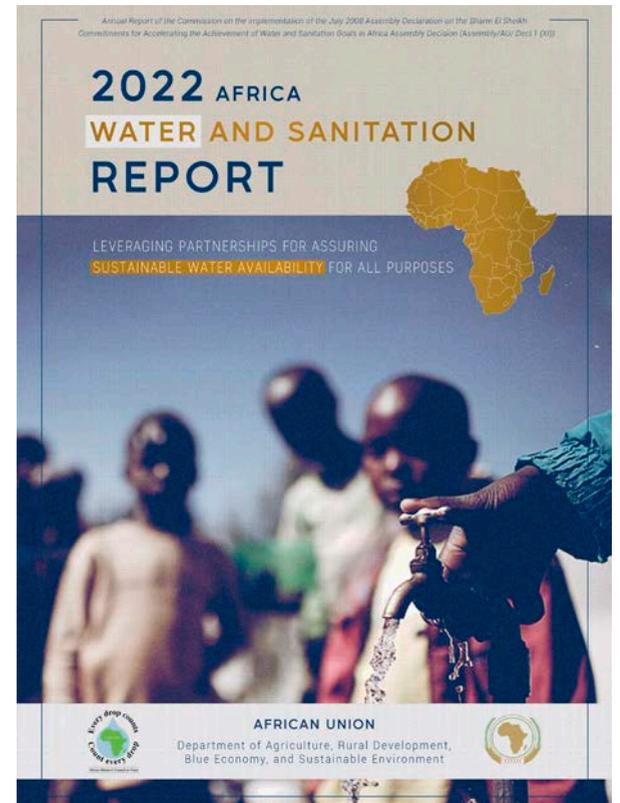
des Nations unies se sont engagés à assurer l'accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) pour tous d'ici à 2030. Pour atteindre cet objectif, les efforts devront être multipliés par quatre. Les États membres de l'Union africaine et de la Banque africaine de développement se sont également engagés à prendre des mesures rapides et globales pour rendre l'eau, l'assainissement et l'hygiène accessibles à tous.

La contrainte temporelle qui pèse sur les initiatives en matière d'infrastructures hydrauliques découle à la fois d'une préoccupation pour les défis immédiats et de la reconnaissance du fait que le changement climatique et l'urbanisation exacerberont les problèmes existants. Les régimes de précipitations en Afrique sont perturbés par le changement climatique et d'importantes ressources, comme le lac Tchad, disparaissent à un rythme alarmant.

De nombreux États membres de l'Union africaine ne sont toujours pas sur la bonne voie pour atteindre les engagements internationaux et les objectifs fixés pour 2025 et 2030. Toutefois, certains ont montré que le développement et l'investissement dans les infrastructures, les institutions, les systèmes de recherche et de suivi appropriés, ainsi que l'établissement de partenariats solides, peuvent offrir des perspectives.

Le rapport 2022 sur l'eau et l'assainissement en Afrique fournit

une feuille de route pour guider la poursuite des objectifs à court et à long terme liés aux infrastructures hydrauliques. Le défi posé par un accès insuffisant à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène peut être considéré comme une chance d'accroître le bien-être et l'innovation économique sur l'ensemble du continent. Il appartient aux États membres et aux groupes de parties prenantes de se tenir mutuellement responsables des progrès accomplis dans la réalisation de cet objectif vital.



Watch the video abstract

Voir le résumé vidéo



Read the full report in two languages

Lire le rapport complet en anglais et en français



A Malagasy child pumps untreated water for drinking, despite the risk of falling sick.

Un enfant malgache pompe de l'eau non traitée pour la boire, malgré le risque de tomber malade.

Photo: Remy Portier

HOW RANONTSIKA IS BRINGING SAFE DRINKING WATER TO MALAGASY COMMUNITIES

AUTHOR: 1001FONTAINES

Access to safe drinking water is a fundamental right, a human right. Yet, 72% of the rural population of Madagascar do not have access to an improved water source. This is where Ranontsika steps in.

Ranontsika is a local NGO founded in 2014 by 1001fontaines. Using a unique hybrid model, Ranontsika delivers safe drinking water to even the most remote areas through a system of water kiosk micro-enterprises. Across the east coast of Madagascar, Ranontsika oversees these kiosks and helps distribute 20-liter jerrycans. In addition, Ranontsika runs a large facility in Tamatave, the second-largest city in the country, offering in-house points of sale for vulnerable populations and creating a systemic impact toward safer habits.

Ranontsika is a vital player in providing access to water in the re-

gion. To address the widespread lack of access to improved water sources, Ranontsika started to collaborate with various stakeholders, including government, NGOs, and academics.

Ranontsika's laboratory also analyzes water samples for local NGOs and businesses, enabling overall progress on water quality in the region. In June 2022, Ranontsika also partnered with the NGO LCDM to launch "Hydrate, Feel Great," providing 100 sickle cell anemia patients with 20 liters of clean water per week. Safe access to drinking water significantly improved the quality of life for these patients.

In response to COVID-19, Ranontsika has worked closely with local authorities to ensure the continued provision of safe drinking water, even during the pandemic. Hand sanitizing points were installed in

schools and other public places, such as health centers.

Additionally, Ranontsika has launched the "Water in School" program, providing safe drinking water for 2,000 schoolchildren, and educating them about hydration, hygiene, and waterborne diseases through educational materials and awareness days for teachers and children, involving parents in the process.

All these partnerships are vital for realizing SDG 6 in Madagascar. Thanks to these collaborative efforts, more than 30,000 Madagascans now have access to safely managed drinking water and many households are more financially stable. Ranontsika's partnerships have become key to their mission's success. Will you also join us to expand access to this essential service to all?"

Ranontsika, a local NGO, ensures the provision of safe drinking water up to the last mile, even in rural areas. /

Ranontsika, une ONG locale, assure l'approvisionnement en eau potable jusqu'au dernier kilomètre, même dans les zones rurales.

Photo: Remy Portier

To serve urban populations in Tamatave, Luca Nomena Fanjanirina manages a large production facility located on the outskirts of the city. Pour servir les populations urbaines de Tamatave, Luca Nomena Fanjanirina gère une grande unité de production située à la périphérie de la ville.

Photo: 1001fontaines



L'ACCÈS À L'EAU POTABLE POUR TOUS À MADAGASCAR

AUTEUR: 1001FONTAINES

L'accès à l'eau potable est un droit fondamental, un droit humain. Pourtant, 72 % de la population rurale de Madagascar n'a pas accès à un approvisionnement en eau de qualité. C'est là que Ranontsika intervient.

Ranontsika est une ONG locale fondée en 2014 par 1001fontaines. Grâce à un modèle hybride unique, Ranontsika fournit de l'eau potable même dans les zones les plus reculées par le biais d'un système de micro-entreprises appelées Water Kiosks. Sur la côte est de Madagascar, Ranontsika supervise ces Kiosks et participe à la distribution de l'eau en bonbonnes de 20 litres. Elle gère également une unité

de production plus importante à Tamatave, la deuxième plus grande ville du pays, avec un réseau de points de vente pour les populations vulnérables et créant un impact systémique qui favorise l'adoption de pratiques plus sûres.

Ranontsika est un acteur essentiel de l'accès à l'eau dans la région. Pour remédier au manque généralisé d'accès à des sources d'approvisionnement en eau de qualité, Ranontsika a commencé à collaborer avec diverses parties prenantes, notamment le gouvernement, des ONG et des universitaires.

Le laboratoire de Ranontsika analyse également des échantillons d'eau pour des ONG et des entreprises locales, ce qui permet d'améliorer la qualité de l'eau dans la région. En juin 2022, Ranontsika s'est également associé à l'ONG LCDM pour lancer l'opération "Hy-

drate, Feel Great" (Hydratez-vous, sentez-vous bien), qui consiste à fournir 20 litres d'eau potable par semaine à 100 patients atteints de drépanocytose. L'accès sécurisé à l'eau potable a considérablement amélioré la qualité de vie de ces patients.

En réponse à la COVID-19, Ranontsika a travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales pour assurer la continuité de l'approvisionnement en eau potable, même pendant la pandémie. Des postes de lavage des mains ont été installés dans les écoles et dans d'autres lieux publics, tels que les dispensaires.

De plus, Ranontsika a lancé le programme "Water in School" (L'eau à l'école), qui fournit de l'eau potable à 2 000 écoliers et les sensibilise à l'importance d'une bonne hydratation et de bonnes pratiques d'hygiène pour lutter contre les maladies d'origine hydrique par le biais de matériel pédagogique et de journées de sensibilisation pour les enseignants et les enfants, tout en impliquant les parents dans le processus.

Tous ces partenariats sont essentiels à la réalisation de l'ODD 6 à Madagascar. Grâce à ces efforts collaboratifs, plus de 30 000 Malgaches ont désormais accès à de l'eau potable gérée en toute sécurité et de nombreux foyers sont plus stables financièrement. Les partenariats de Ranontsika sont devenus la clé du succès de leur mission. Rejoignez nous pour étendre l'accès à ce service essentiel à tous !

*"Nous sommes très heureux d'être inclus dans la Voix de l'Afrique sur l'eau."
- Jeanne Gachon*



To curb the spread of the pandemic, Ranontsika installed hand sanitizing points and safe drinking water dispensers.

Pour freiner la propagation de la pandémie de la Covid-19, Ranontsika a installé des postes de lavage des mains et des distributeurs d'eau potable.

Photo: 1001fontaines



To curb the spread of the pandemic, Ranontsika installed hand sanitizing points and safe drinking water dispensers.

Pour freiner la propagation de la pandémie de la Covid-19, Ranontsika a installé des postes de lavage des mains et des distributeurs d'eau potable.

Photo: 1001fontaines

To curb the spread of the pandemic, Ranontsika installed hand sanitizing points and safe drinking water dispensers.

Pour freiner la propagation de la pandémie de la Covid-19, Ranontsika a installé des postes de lavage des mains et des distributeurs d'eau potable.

Photo: 1001fontaines



WOMEN'S VOICES ARE GAINING TRACTION

SAREEN MALIK, EXECUTIVE DIRECTOR OF THE AFRICAN CIVIL SOCIETY NETWORK ON WATER AND SANITATION

in conversation with Eunice Mwaura and Nicera Wanjiru from Simavi's strategic media partner Vice Versa Global

SAREEN MALIK

Executive Director of the African Civil Society Network on Water and Sanitation (ANEW)

Executive Director of the African Civil Society Network on Water and Sanitation (ANEW) Sareen Malik devotes her career to issues of water governance and the restructuring of water-centered non-governmental organizations. Having dedicated over 15 years of service to water, sanitation, and hygiene (WASH) governance thus far, Malik is a seasoned professional in the sector who was selected to share her insights at the 2022 World Water Week. The upcoming World Water Week will take place from the 20 to 24th of August 2023 in Stockholm, Sweden.

Malik was invited to speak by the Simavi Foundation. Simavi is a Dutch organization that champions the improvement of women's and girl's lives through improved WASH across South Asia and in Ethiopia, Ghana, Kenya, Malawi, Tanzania, and Uganda. Malik worked closely with Simavi in 2022 in her capacity as Executive Director at ANEW. ANEW is an umbrella organization for 50 civil society organizations across 26 countries that are focused on water and sanitation.

Malik is a strong advocate for community-driven water and climate solutions. "Water is a daily struggle for women and girls coming from low-income communities," Malik said. "In a majority of households, women have been designated as the main water providers. On average they have to walk four miles (around 6.5km) a day, just to fetch water for their daily needs."

Malik provides an anecdote to more closely describe the immense time women and girls must dedicate to access water for themselves and their community. Malik once waited for three hours at a water point in an urban informal settlement of Nairobi, Kenya. "Even though I was there by 5 am, I still found a long queue of women with jerrycans waiting for their turn. Some might have walked for miles to get there; others were young girls who probably got late to school because that water [was] needed at home," Malik said.

AMPLIFICATION OF WOMEN'S VOICES

Malik has amplified women's voices in the past. She invited a Malian woman to join a water conference in 2021 and speak on threats women in her community face due to water challenges. "Without any filters, she talked of the daily realities they have to go through," Malik said. "As a result of the shrinking water spots due to climate change, their lives have become more difficult. They are now more exposed to assault and other forms of violence in their quest to find water."

Perspectives of women who endure extra burdens due to lacking water infrastructure, Malik insists, are necessary to create effective, solution-driven water initiatives.

"More of these voices need to be amplified... They are the ones who should sit at the Northern tables in order to really bring the experience home in terms of what is happening; provide a depiction of how people are suffering and which mitigation efforts are being employed," Malik said. "We are seeing a bit of that shift, with their voices gaining traction in terms of having them speak in the latter's floors and forums, regardless of whether they are in cabinet or parliament, with support from their global partners."

SPACE FOR CIVIL SOCIETY

Amplifying insights from civil society organizations that are most intimately familiar with the problem at hand incidentally often results in the amplification of female perspectives.

"We have been working hard to ensure that governments open that space for civil society to come in and table the issues. On the ground, we are seeing more women coming in," Malik said.

While a woman-centered approach is necessary to tackling issues of water governance, a shift in policies and systems organization is also required.

"[A woman-centered approach] places women at the center of how systems and facilities are built and designed to respond to certain segments of society like girls, children and people with disabilities," Malik said. "We are trying to advocate for that and are doing so at all levels,



from the planning to design, and encouraging more girls to take up the study and get involved in the sector."

Amplifying women and girl's voices allows for more comprehensive policies that promote other goals related to community health, safety, and longevity.

"One of the initiatives we have been pushing is for women to be at the point of sale since they are rarely the water vendors," Malik said. "Evidence-based reports show that water points that are managed by women have few cases of sexual and gender-based violence. So, we encourage them to get involved or be given more chances to be water vendors."

STRATEGIC PARTNERSHIP

ANEW is recognized by many governments and other major stakeholders in Africa, influencing policy at the continental level. Like ANEW, Simavi works closely with community-based organizations, choosing partners that are trusted by their communities and governments. Simavi also works closely with global and regional organizations with the goal of holding governments to their word on commitments to human rights and WASH.

The partnership between ANEW and Simavi is mutually beneficial

as the African and Dutch organizations each champion local concerns at country and multinational levels. Malik's presentation at the World Water Week exemplified international cooperation that is women-centered and solution-driven.

ELIMINATION OF SEXUAL EXPLOITATION

After the 2022 World Water Week conference, Malik traveled to the Netherlands to speak to the press about COP27, the UN 2023 Water Conference, and the intersectional nature of water issues. "We were in Stockholm to tell the world what's happening. Climate change is leading to a water crisis. And this water crisis hits women and girls in Africa the hardest," Malik said. "We are here now to explain to the Dutch government and the Dutch people that this is a serious issue. That we need to mobilize people and support."

Simavi's collaboration with ANEW continued in 2023. The organizations began to collaborate on the mitigation of sexual exploitation, which can occur when power imbalances between women, girls, and those controlling water access are taken advantage of. "There have been cases of some not having money to purchase water, even after queuing for long hours. Whoever pays the piper, plays the tune and in this case, whoever controls the

resource, calls the shots. Women have been made to trade sex for water, a survival tactic they had to employ so they can acquire this precious resource," Malik said.

LES VOIX DES FEMMES GAGNENT EN IMPORTANCE

SAREEN MALIK, DIRECTRICE EXÉCUTIVE DU RÉSEAU AFRICAÏN DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

en conversation avec Eunice Mwaura et Nicera Wanjiru de Vice Versa Global, partenaire médiatique stratégique de Simavi

SAREEN MALIK

Directrice exécutive du Réseau africain de la société civile pour l'eau et l'assainissement

Directrice exécutive du Réseau africain de la société civile pour l'eau et l'assainissement (ANEW, African Civil Society Network on Water and Sanitation en anglais), Sareen Malik consacre sa carrière aux questions de gouvernance de l'eau et à la restructuration des organisations non gouvernementales travaillant sur l'eau. Ayant consacré plus de 15 ans de carrière à la gouvernance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), Mme Malik est une professionnelle chevronnée du domaine qui a été choisie pour partager ses idées lors de la Semaine mondiale de l'eau 2022. La prochaine Semaine mondiale de l'eau aura lieu du 20 au 24 août 2023 à Stockholm, en Suède.

Mme Malik a été invitée à s'exprimer par la fondation Simavi. Simavi est une organisation néerlandaise qui se bat pour l'amélioration de la vie des femmes et des filles grâce à l'amélioration du secteur WASH en Asie du Sud, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Malawi, en Tanzanie et en Ouganda. Malik a travaillé en étroite collaboration avec Simavi en 2022 en tant que directrice exécutive de l'ANEW. ANEW est une organisation parapluie qui regroupe 50 organisations de la société civile dans 26 pays et qui se consacrent aux questions d'eau et d'assainissement.

Mme Malik est une fervente partisane des solutions communautaires en matière d'eau et de climat. "L'eau est un combat quotidien pour les femmes et les jeunes filles issues de communautés à faibles revenus", a déclaré Mme Malik. "Dans la majorité des foyers, les femmes ont été désignées comme les principales pourvoyeuses d'eau. En moyenne, elles doivent marcher quatre miles (environ 6,5km) par jour, juste pour aller chercher de l'eau pour leurs besoins quotidiens".

Mme Malik raconte une anecdote pour mieux décrire le temps considérable que les femmes et les jeunes filles doivent consacrer pour accéder à l'eau pour elles-mêmes et pour leur communauté. Mme Malik a attendu trois heures à un

point d'eau dans un quartier informel de Nairobi, au Kenya. "Bien que je sois arrivée à 5 heures du matin, j'ai trouvé une longue file de femmes avec des jerrycans qui attendaient leur tour. Certaines avaient peut-être marché des kilomètres pour arriver là ; d'autres étaient des jeunes filles qui allaient probablement être en retard à l'école parce qu'elles avaient besoin d'eau pour la maison", a déclaré Mme Malik.

AMPLIFICATION DE LA VOIX DES FEMMES

Mme Malik a déjà contribué à faire entendre la voix des femmes par le passé. Elle a invité une femme malienne à participer à une conférence sur l'eau en 2021 et à parler des menaces auxquelles les femmes de sa communauté sont confrontées en raison des problèmes liés à l'eau. "Sans aucun filtre, elle a parlé des réalités quotidiennes auxquelles elles sont confrontées", a déclaré Mme Malik. "En raison de la diminution des points d'eau due au changement climatique, leur vie est devenue plus difficile. Elles sont désormais plus exposées aux agressions et autres formes de violence dans leur quête pour trouver de l'eau".

La vision des femmes qui subissent des contraintes supplémentaires en raison du manque d'infrastructures d'approvisionnement en eau, insiste Mme Malik, est nécessaire pour créer des initiatives efficaces et adaptées en matière d'eau.

"Ce sont elles qui devraient s'asseoir aux tables du Nord afin de rendre compte de la situation, et de montrer comment les gens souffrent et quels sont les efforts d'atténuation déployés", a déclaré Mme Malik. Nous assistons à un certain changement, leur voix gagnant du terrain et leur permettant de s'exprimer dans les salles et les forums, que ce soit au sein de cabinets ou de parlements, avec le soutien de leurs partenaires mondiaux".

ESPACE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'amplification des points de vue des organisations de la société civile qui connaissent le mieux le problème en question se traduit souvent par l'amplification des perspectives féminines.

"Nous avons travaillé dur pour faire en sorte que les gouvernements ouvrent cet espace à la société ci-

vile et qu'elle s'exprime sur ces questions. Sur le terrain, nous constatons que les femmes sont de plus en plus nombreuses à se manifester", a déclaré Mme Malik.

Si une approche centrée sur les femmes est nécessaire pour aborder les questions de gouvernance de l'eau, un changement dans les politiques et l'organisation des systèmes est également requis.

"[Une approche centrée sur les femmes] place les femmes au cœur de l'élaboration et de la conception des réseaux et des installations pour répondre aux besoins de certains groupes sociaux tels que les filles, les enfants et les personnes souffrant de handicap", a déclaré Mme Malik. "Nous essayons de défendre cette approche à tous les niveaux, de la planification à la conception, et d'encourager davantage de filles à entreprendre des études et à s'impliquer dans le secteur.

Faire entendre la voix des femmes et des filles permet d'élaborer des politiques plus globales qui favorisent d'autres objectifs liés à la santé, à la sécurité et à la pérennité des communautés.

"L'une des initiatives que nous avons lancées consiste à faire en sorte que les femmes soient présentes sur les points de vente, car ce sont rarement elles qui vendent l'eau", explique Mme Malik. "Des rapports factuels montrent que les points d'eau gérés par des femmes présentent peu de cas de violences sexuelle et sexiste. Nous les encourageons donc à s'impliquer ou à se voir offrir plus de chances d'être vendeuses d'eau."

PARTENARIAT STRATÉGIQUE

L'ANEW est reconnue par de nombreux gouvernements et d'autres acteurs majeurs en Afrique, influençant la politique au niveau continental. Comme ANEW, Simavi travaille en étroite collaboration avec des organisations communautaires, en choisissant des partenaires qui ont la confiance de leurs communautés et de leurs gouvernements. Simavi travaille également en étroite collaboration avec des organisations mondiales et régionales dans le but de faire respecter par les gouvernements leurs engagements en matière de droits humains et de droit à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.

Le partenariat entre ANEW et Si-

mavi est bénéfique pour les deux parties, car les organisations africaines et néerlandaises défendent chacune les préoccupations locales au niveau national et multinational. La présentation de Mme Malik lors de la Semaine mondiale de l'eau est un exemple de coopération internationale centrée sur les femmes et axée sur la recherche de solutions.

ÉLIMINATION DE L'EXPLOITATION SEXUELLE

Après la conférence de la Semaine mondiale de l'eau 2022, Mme Malik s'est rendue aux Pays-Bas pour s'adresser à la presse quant à la COP27, à la conférence de l'ONU sur l'eau 2023 et à la nature intersectionnelle des questions liées à l'eau. "Nous étions à Stockholm pour dire au monde ce qui se passe. Le changement climatique entraîne une crise de l'eau. Et cette crise de l'eau frappe le plus durement les femmes et les filles en Afrique", a déclaré Mme Malik. "Nous sommes ici pour expliquer au gouvernement et au peuple néerlandais qu'il s'agit d'une problématique essentielle. Nous devons mobiliser les gens et apporter notre soutien."

La collaboration entre Simavi et ANEW s'est poursuivie en 2023. Les organisations ont commencé à collaborer sur l'atténuation de l'exploitation sexuelle, qui peut se produire lorsque les déséquilibres de pouvoir entre les femmes, les filles et ceux qui contrôlent l'accès à l'eau sont exploités. "Il y a eu des cas où certaines personnes n'avaient pas d'argent pour acheter de l'eau, même après avoir fait la queue pendant de longues heures. Celui qui paie le joueur de flûte joue la musique et, dans ce cas, celui qui contrôle la ressource tire les ficelles. Les femmes ont été amenées à échanger des faveurs sexuelles contre de l'eau, une tactique de survie qu'elles ont dû employer pour pouvoir acquérir cette précieuse ressource", a déclaré Mme Malik.



African Civil Society Network



Stop the Rot

Fluoride is a naturally occurring chemical element that is often added to drinking water supplies and dental hygiene products to improve dental health. However, when fluoride levels exceed drinking water guidelines, the health impacts can be serious. Excessive fluoride consumption can affect bone formation and density, leading to conditions such as dental fluorosis, crippling skeletal fluorosis and tendon calcification.

IN GHANA, groundwater is the predominant source of drinking water for many communities, particularly in rural and peri-urban regions where water infrastructure is substantially less developed compared to metropolitan regions. Ghana is also a fluorosis endemic nation. A study of 200 children from Bongo district in northern Ghana revealed that 63% of children were affected by dental fluorosis. However, data on fluorosis and other fluoride-associated health impacts remain scattered and are not readily available. Our study, recently published in a leading journal, *Water Research*, addresses this knowledge gap by predicting populations at risk across Ghana.

The presence of fluoride in groundwater is attributed to fluoride-bearing minerals from soil and rocks, climatic conditions and topography. According to World Health Organisation (WHO) standards, the concentration of fluoride in drinking water should not exceed 1.5 mg/L, assuming that the average water intake is 2 L per day for adults. In regions with warmer climates, such as northern Ghana, drinking water consumption could be as high as 3-4 L per day, increasing health risks. Children aged between 0-9 years, comprising 25% of Ghana's population, are particularly vulnerable and can develop permanent teeth issues from excessive fluoride consumption.

Groundwater use is largely unregulated in Ghana - consumers often access groundwater from private boreholes, hand-dug wells and through informal water vendors. Limited regulation and sporadic testing of groundwater is a constraint to protecting communities exposed to contaminated water.

In the absence of extensive data, environmental and socioeconomic variables can be used to predict the occurrence of, and exposure to fluoride using spatial models with machine-learning. The machine-learning method we applied in our study uses existing data on fluoride contamination to observe the complex relationship between contamination and different environmental factors such as geology,



Read in 7 more languages
Lire en 7 autres langues



A hand-dug well in northern Ghana.

Un puits creusé à la main dans le nord du Ghana.

Source: CIFOR

HOW WIDESPREAD IS FLUORIDE CONTAMINATION OF GHANA'S GROUNDWATER?

AUTHOR: DAHYANN ARAYA, JOEL PODGORSKI, MICHAEL KUMI, PATRICK A. MINOO, MICHAEL BERG EAWAG, SWISS FEDERAL INSTITUTE OF AQUATIC SCIENCE AND TECHNOLOGY
CSIR-WATER RESEARCH INSTITUTE

terrain and soil conditions. The observations are then used to predict the probability of fluoride occurrence above or below the threshold of 1.0 mg/L in regions with limited data.

To build a comprehensive assessment of groundwater fluoride contamination for Ghana, we modelled the probability of fluoride occurrence. We used innovative spatial methods to create a hazard map superimposed over data on population and the use of untreated groundwater to estimate the number of adults and children exposed to fluoride contamination. A total of 3,234 groundwater quality measurements from across Ghana were categorised into two classes based on fluoride concentration (Fig.1). The spatial model uses these water quality measurements and 19 geospatial predictor variables of geology, climate, soil and topography. We also used advanced methods to cross-validate the data and to reduce machine-learning biases.

Our model predicts fluoride contamination to be very high in northern Ghana (Fig.2), where districts are predominantly rural and highly dependent on groundwater for drinking. We estimate that about 920,000 people (680,000 adults and 240,000 children) are exposed to contamination across Ghana, with the highest population of children at risk in districts around Tamale, northern Ghana's largest urban centre (Fig.3).

We also found that among the multiple drivers of fluoride occurrence, some variables, such as geology and climate, play a greater role than others. Regions with specific rock types, high temperatures and evapotranspiration are prone to higher fluoride occurrence, par-

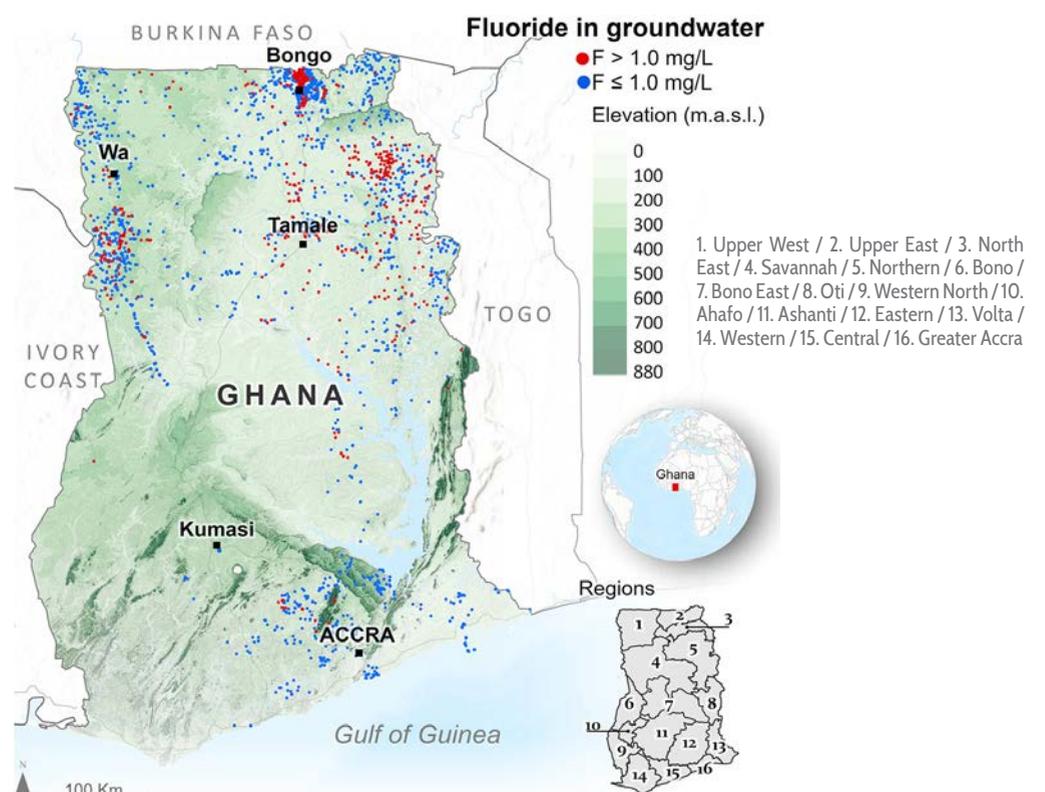
ticularly in the dry season.

The results of our study have the potential to inform water and health policy to mitigate risks and prioritise further research in vulnerable regions in Ghana, including seasonal substitution of water

supply in areas with particularly high concentrations of fluoride. More generally, our methodology is highly relevant to predicting risk in other regions that experience elevated fluoride levels in drinking water and lack the data necessary to respond with effective policies.

Fluoride concentrations in groundwater greater than and less than 1.0 mg/L – 3234 samples plotted on a topographic map of Ghana. Source: authors

Concentrations de fluorure dans les eaux souterraines supérieures et inférieures à 1,0 mg/L – 3234 échantillons présentés sur une carte topographique du Ghana. Source: Auteurs



AMPLEUR DE LA CONTAMINATION FLUORURE DES EAUX SOUTERRAINES AU GHANA?

AUTEUR: DAHYANN ARAYA, JOEL PODGORSKI, MICHAEL KUMI, PATRICK A. MINOO, MICHAEL BERG EAWAG, INSTITUT FÉDÉRAL SUISSE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES AQUATIQUES CSIR-INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'EAU

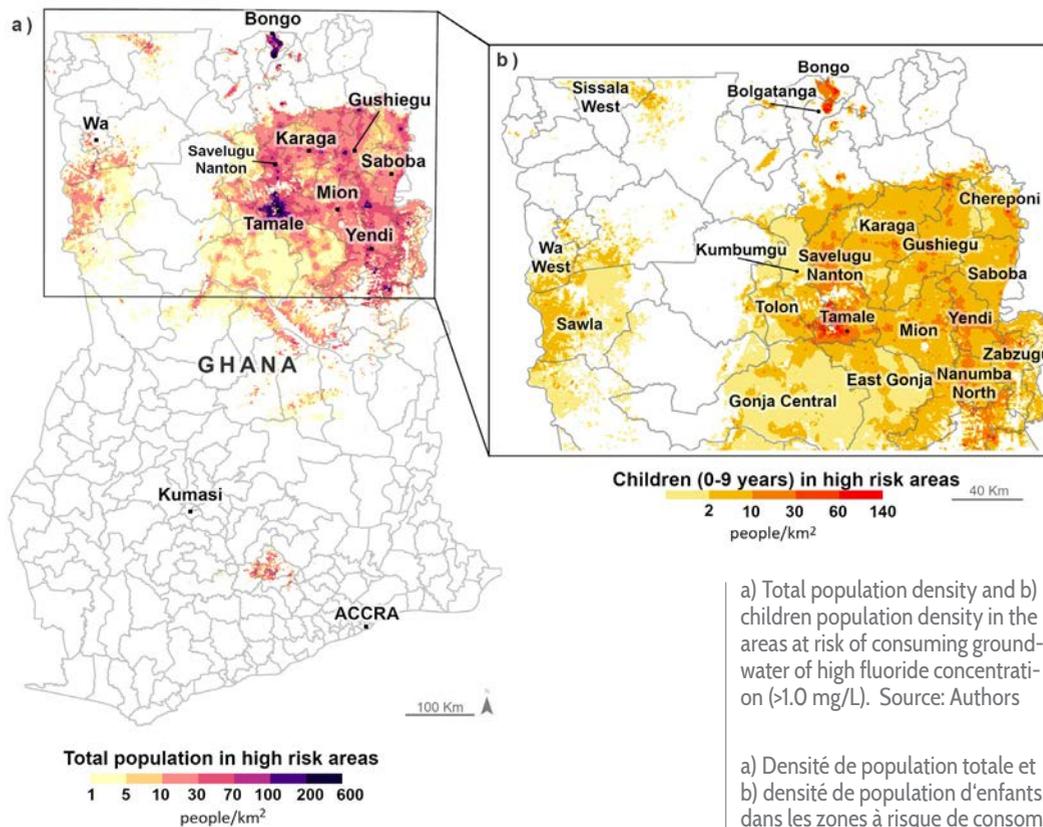
Le fluorure est un élément chimique naturel qui est souvent ajouté à l'eau potable et aux produits d'hygiène dentaire pour améliorer la santé dentaire. Cependant, lorsque les niveaux de fluorure dépassent les recommandations pour l'eau potable, les impacts sur la santé peuvent être graves. Une consommation excessive de fluorure peut affecter la formation et la densité osseuses, entraînant des conditions telles que la fluorose dentaire, la fluorose squelettique invalidante et la calcification des tendons.

dans une revue de premier plan, Water Research, comble ce déficit en prédisant les populations à risque dans l'ensemble du Ghana.

La présence de fluorure dans les eaux souterraines est attribuée aux minéraux fluorés du sol et des roches, aux conditions climatiques et à la topographie. Selon les normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la concentration de fluorure dans l'eau potable ne doit pas dépasser 1,5 mg/L, en supposant que la consommation moyenne d'eau est de 2 L par jour pour les adultes. Dans les régions aux climats plus chauds, comme le nord du Ghana, la consommation d'eau potable peut atteindre 3 à 4 litres par jour, ce qui augmente les risques pour la santé. Les enfants âgés de 0 à 9 ans, qui représentent 25 % de la population du Ghana, sont particulièrement vulnérables et peuvent développer des problèmes dentaires permanents en raison d'une consommation excessive de fluorure.

L'utilisation des eaux souterraines est en grande partie non réglementée au Ghana - les consommateurs accèdent souvent aux eaux souterraines à partir de forages privés, de puits creusés à la main et par l'intermédiaire de vendeurs d'eau informels. La réglementation

AU GHANA, les eaux souterraines sont la principale source d'eau potable pour de nombreuses communautés, en particulier dans les régions rurales et périurbaines où les infrastructures hydrauliques sont nettement moins développées que dans les régions métropolitaines. Le Ghana est également une nation endémique de fluorose. Une étude portant sur 200 enfants du district de Bongo au nord du Ghana a révélé que 63% des enfants étaient touchés par la fluorose dentaire. Cependant, les données sur la fluorose et d'autres effets sur la santé associés au fluorure restent éparses et ne sont pas facilement disponibles. Notre étude, récemment publiée



a) Total population density and b) children population density in the areas at risk of consuming groundwater of high fluoride concentration (>1.0 mg/L). Source: Authors

a) Densité de population totale et b) densité de population d'enfants dans les zones à risque de consommation d'eau souterraine à forte concentration de fluorure (>1.0 mg/L). Source: Auteurs

insuffisante et l'analyse sporadique des eaux souterraines constitue un obstacle à la protection des communautés exposées à l'eau contaminée.

En l'absence de données exhaustives, des variables environnementales et socio-économiques peuvent être utilisées pour prédire l'occurrence et l'exposition au fluorure à l'aide de modèles spatiaux reposant sur l'apprentissage automatique (machine learning). La méthode de machine learning que nous avons appliquée dans notre étude utilise les données existantes sur la contamination au fluorure pour observer la relation complexe

entre la contamination et différents facteurs environnementaux tels que la géologie, le terrain et les conditions du sol. Les observations sont ensuite utilisées pour prédire la probabilité d'une présence de fluorure supérieure ou inférieure au seuil de 1,0 mg/L dans les régions où les données sont limitées.

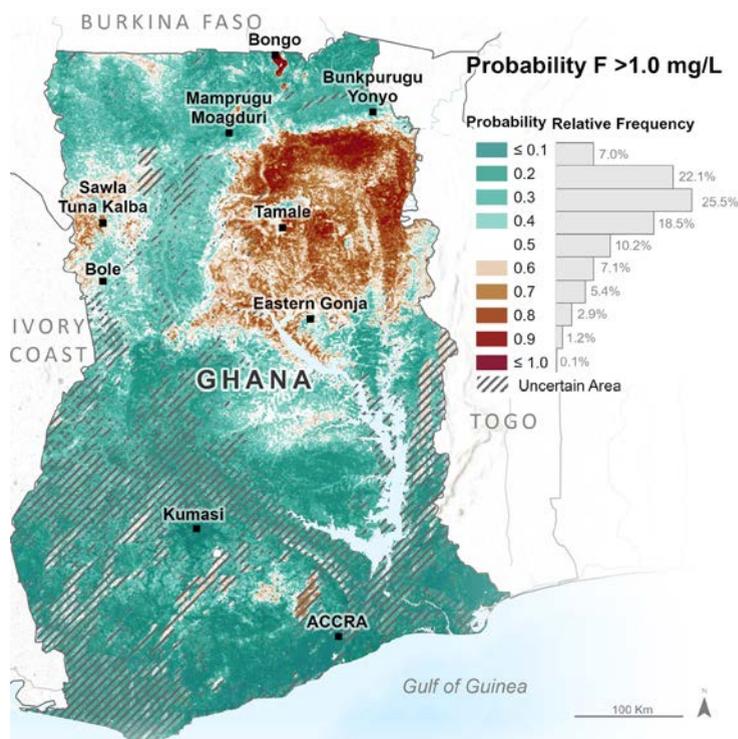
Pour construire une évaluation complète de la contamination des eaux souterraines par le fluorure au Ghana, nous avons modélisé la probabilité de présence du fluorure. Nous avons utilisé des méthodes spatiales innovantes pour créer une cartographie des risques superposée aux données sur la population et l'utilisation des eaux souterraines non traitées pour estimer le nombre d'adultes et d'enfants exposés à la contamination par le fluorure. Un total de 3 234 mesures de la qualité des eaux souterraines dans tout le Ghana ont été réparties en deux classes en fonction de la concentration de fluorure (Fig.1). Le modèle spatial utilise ces mesures de la qualité de l'eau et 19 variables prédictives géospatiales de la géologie, du climat, du sol et de la topographie. Nous avons également utilisé des méthodes avancées pour la validation croisée des données et pour réduire les biais liés à l'apprentissage automatique.

Notre modèle prédit que la contamination par le fluorure sera très élevée dans le nord du Ghana (Fig 2), où les districts sont principalement ruraux et fortement dépendants des eaux souterraines

pour la consommation. Nous estimons qu'environ 920 000 personnes (680 000 adultes et 240 000 enfants) sont exposées à la contamination à travers le Ghana, la population d'enfants à risque la plus vaste se trouvant dans les districts autour de Tamale, le plus grand centre urbain du nord du Ghana (Fig.3).

Nous avons également constaté que parmi les multiples facteurs influençant la présence de fluorure, certaines variables, telles que la géologie et le climat, jouent un rôle plus important que d'autres. Les régions présentant un certain type de roches, des températures élevées et une évapotranspiration importante sont sujettes à une présence plus élevée de fluorure, en particulier pendant la saison sèche.

Les résultats de notre étude peuvent contribuer à l'élaboration d'une politique de l'eau et de la santé visant à atténuer les risques et à donner la priorité à des recherches plus approfondies dans les régions vulnérables du Ghana, y compris la substitution saisonnière de l'approvisionnement en eau dans les zones présentant des concentrations particulièrement élevées de fluorure. Plus généralement, notre méthodologie est très pertinente pour prédire le risque dans d'autres régions qui connaissent des niveaux élevés de fluorure dans l'eau potable et qui ne disposent pas des données requises pour mettre en place des politiques efficaces.



Hazard (probability) map of fluoride exceeding 1.0 mg/L in groundwater. This map can be viewed in high resolution on the GIS-based Groundwater Assessment Platform. Areas hatched grey are regions with uncertain prediction of contamination levels. Source: Authors

Cartographie des risques (probabilité) de fluorure dépassant 1,0 mg/L dans les eaux souterraines (Cette carte peut être consultée en haute résolution sur la plateforme d'évaluation des eaux souterraines basée sur le SIG. Les zones hachurées en gris sont des régions pour lesquelles les prévisions des niveaux de contamination sont incertaines. Source: Auteurs

EN FURTHERING COMMITMENTS TO TRANSBOUNDARY WATER COOPERATION IN AFRICA

AUTHOR: AFRICAN NETWORK OF BASIN ORGANISATION

ENTEBBE, Uganda – On May 25, 2023, a momentous four-day high-level meeting was held at the Munyonyo Commonwealth Resort in Kampala, culminating in the signing of the Kampala Declaration on Transboundary Water Resources Management in Africa. This pioneering gathering, organised by the African Network of Basin Organizations (ANBO) in collaboration with NBI, African Ministers' Council on Water (AMCOW), GIZ, and the World Bank, aimed to foster closer cooperation among these institutions. The focus was enhancing their organisational capacities and increasing their responsiveness to the continent's pressing water needs.

The Kampala Declaration commits several key stakeholders, including the African Ministers' Council on Water (AMCOW), the African Regional Communities (RECs), the African Network of Basin Organizations (ANBO), the River and Lake Basin Organizations (RLBOs), the African Development Bank, and other Development Partners, to specific actions:

- **Strengthen Collaboration:** The declaration's signatories will work towards bolstering collaboration and mechanisms between River and Lake Basin Organizations. By doing so, they can ensure more effective management of shared water resources, paving the way for socio-economic development in Africa.

- **Leverage Resources:** Development Partners will provide technical and financial resources through existing and new cooperative arrangements to support transboundary water management. This collaborative effort will be instrumental in achieving regional and global goals, including the African Union Agenda 2063, Africa Water Vision 2025, and the Sustainable Development Goals (SDGs), especially SDG 6 and its targets.

- **Investment in Transboundary Projects:** Efforts to invest in transboundary projects will be intensified, aligning with regional and global goals. This approach will facilitate progress toward key development objectives and enhance

water, energy, and food security while protecting the environment.

- **Collaboration in Data and Information Services:** The stakeholders recognise the critical role of data and information services in informed decision-making. By strengthening cooperation in this area, they aim to improve knowledge-based decision-making processes across the continent.

- **Institutionalize High-Level Engagements:** The heads of River and Lake Basin Organizations will engage in regular high-level interactions to assess progress, share lessons, and prioritise actions. The institutionalisation of these engagements will be supplemented by annual meetings to be conducted under the auspices of the Governing Council of the AMCOW Executive Committee.

The meeting commenced with the opening remarks by the Rt. Hon. Rebecca Alitwala Kadaga, First Deputy Prime Minister and Minister of East African Community Affairs, who emphasised the need for ade-

quate water governance at appropriate levels. Professor Patrick Otiemo Lumumba delivered a stirring keynote address, highlighting the importance of unity among river and lake basin organisations and the significance of self-reliance.

Representatives from Development Partners, including Anders Jägerskog and Dr Malte Grossman, underscored the value of transboundary water cooperation in preventing conflicts and building climate resilience—the President of the African Network of Basin Organizations, Eng. Sylvester Matemu, highlighted the critical role of cooperation in achieving water, energy, food security and environmental protection.

The closing remarks by Hon. Beatrice Atim Anywar, Uganda's State Minister for Water and Environment, emphasised adopting a cooperative approach to tackle the threats to water resources. Dr Rashid Mbaziira, the Executive Secretary of AMCOW, called on stakeholders to implement the commitments outlined in the Kampala Declaration and institutiona-

lise this high-level gathering as an annual event for monitoring progress.

The meeting concluded with an excursion to Jinja, where the delegates visited the Source of the Nile River and a hydroelectric power plant, further highlighting the importance of sustainable water resource management.

The Kampala Declaration marks a pivotal step towards greater transboundary water cooperation in Africa. The commitments made by key stakeholders demonstrate their dedication to addressing the region's pressing water challenges and working collaboratively for sustainable development and environmental preservation. By acting on these commitments and institutionalising the annual gathering, African nations can foster a future of shared prosperity and resilience through cooperative management of their precious water resources.

FR RENFORCER LES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE DANS LE DOMAINE DE L'EAU EN AFRIQUE

AUTEUR: AFRICAN NETWORK OF BASIN ORGANISATION

ENTEBBE, Ouganda - Le 25 mai 2023, une réunion de haut niveau de quatre jours s'est tenue au Munyonyo Commonwealth Resort à Kampala, aboutissant à la signature de la Déclaration de Kampala sur la gestion des ressources en eau transfrontalières en Afrique. Cette réunion pionnière, organisée par le Réseau africain des organismes de bassins (RAOB) en collaboration avec la NBI (Nile Basin Initiative en anglais ou Initiative du Bassin du Nil), le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), la GIZ et la Banque mondiale, avait pour but de favoriser une coopération plus étroite entre ces institutions. L'objectif était de renforcer leurs capacités organisationnelles et d'accroître leur réactivité pour répondre aux impératifs pressants du continent en matière d'eau.

La Déclaration de Kampala engage plusieurs acteurs clés, dont le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), les Communautés régionales africaines (REC), le Réseau africain des organismes de

bassins (RAOB), les Organisations de bassins fluviaux et lacustres (RLBO, River and Lake Basin Organizations en anglais), la Banque africaine de développement et d'autres partenaires de développement, à mener des actions spécifiques :

- **Renforcer la collaboration :** Les signataires de la déclaration s'efforceront de renforcer la collaboration et les mécanismes entre les Organisations de bassins fluviaux et lacustres. Ce faisant, ils pourront assurer une gestion plus efficace des ressources en eau partagées, ouvrant ainsi la voie au développement socio-économique de l'Afrique.

- **Mobiliser les ressources:** Les partenaires du développement apporteront des ressources techniques et financières par le biais d'accords de coopération existants et à venir, afin de soutenir la gestion des eaux transfrontalières. Cet effort de collaboration contribuera à la réalisation des objectifs

régionaux et mondiaux, notamment l'Agenda 2063 de l'Union africaine, la Vision africaine de l'eau 2025 et les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 6 et ses cibles.

- **Investissement dans des projets transfrontaliers:** Les efforts pour investir dans des projets transfrontaliers seront intensifiés, en s'alignant sur les objectifs régionaux et mondiaux. Cette approche facilitera la réalisation des principaux objectifs de développement et renforcera la sécurité en matière d'eau, d'énergie et d'alimentation tout en protégeant l'environnement.

- **Collaboration en matière de données et de services d'information:** Les parties prenantes reconnaissent le rôle essentiel des données et des services d'information dans la prise de décisions adéquates. En renforçant la coopération dans ce domaine, elles visent à améliorer les processus de prise de décision fondés sur les

connaissances sur l'ensemble du continent.

- **Institutionnaliser les engagements à haut niveau :** Les responsables des Organisations de bassins fluviaux et lacustres s'engageront dans des interactions régulières à haut niveau afin d'évaluer les progrès, de partager les enseignements et d'établir des priorités d'action. L'institutionnalisation de ces engagements sera complétée par des réunions annuelles organisées sous les auspices du Conseil de direction du Comité exécutif de l'AMCOW.

La réunion a débuté par les mots d'ouverture de la très honorable Rebecca Alitwala Kadaga, première vice-première ministre et ministre des affaires de la Communauté d'Afrique de l'Est, qui a insisté sur la nécessité d'une gouvernance adéquate de l'eau aux niveaux appropriés. Le professeur Patrick Otiemo Lumumba a prononcé un discours d'ouverture émouvant, soulignant l'importance de l'unité entre les

Organisations des bassins fluviaux et lacustres et l'importance de l'autosuffisance.

Des représentants des partenaires du développement, dont Messieurs Anders Jägerskog et Malte Grossman, ont souligné la valeur de la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau pour prévenir les conflits et renforcer la résilience climatique. Mr Sylvester Matemu, président du Réseau africain des organismes de bassins, a souligné le rôle essentiel de la coopération pour assurer la sécurité de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation, ainsi que la protection de l'environnement.

Les remarques finales de Mme Béatrice Atim Anywar, ministre ougandaise de l'eau et de l'environnement, ont mis l'accent sur l'adoption d'une approche coopérative pour faire face aux menaces qui pèsent sur les ressources en eau. Le Dr Rashid Mbaziira, secrétaire exécutif de l'AMCOW, a appelé les parties prenantes à mettre en œuvre

les engagements énoncés dans la Déclaration de Kampala et à institutionnaliser cette réunion de haut niveau en tant qu'événement annuel permettant de suivre les progrès réalisés.

La réunion s'est soldée par une excursion à Jinja, où les délégués ont visité la source du Nil et une centrale hydroélectrique, soulignant ainsi l'importance d'une gestion durable des ressources en eau.

La Déclaration de Kampala marque une étape décisive vers une plus grande coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau en Afrique. Les engagements pris par les principales parties prenantes démontrent leur volonté de relever les défis urgents de la région en matière d'eau et de collaborer au développement durable et à la préservation de l'environnement. En donnant suite à ces engagements et en institutionnalisant le rassemblement annuel, les nations africaines peuvent envisager un avenir prospère et stable grâce à une gestion coopérative de leurs précieuses ressources en eau.



Photo of the Regional Rusumo Hydroelectric Project during the Nile Basin Initiative's Experiential Learning Tour.

Photo du projet hydroélectrique régional de Rusumo durant la visite d'apprentissage expérientiel de l'Initiative du bassin du Nil.

EN NILE BASIN INITIATIVE CELEBRATES COOPERATION IN TRANSBOUNDARY HYDROELECTRIC POWER

AUTHOR: NILE BASIN INITIATIVE

In February 2023, the Nile Basin Initiative (NBI) conducted a three-day experiential learning tour of the Regional Rusumo Hydroelectric Project (RRHP). This flagship hydropower project is located at Rusumo Falls, at the border of Tanzania and Rwanda, on the River Kagera.

In implementation of the NBI's Capacity Development Strategy, the tour demonstrated the benefits of transboundary cooperation. The experiential learning tour is part of the Nile Cooperation for Climate Resilience (NCCR) Project, which the World Bank supports through the Cooperation in International Waters in Africa (CIWA) Trust Fund.

The Regional Rusumo Hydroelectric Project (RRHP) is the first transboundary investment power project of its kind in the region. The project is a lifeline to hundreds of thousands of citizens in the three partner countries, Burundi, Rwanda, and Tanzania. A joint development by the Governments of the partner countries, the RRHP is considered an example of good practice in transboundary water management. The power production facilities are located in Tanzania, on

the southern bank of the River Kagera. In contrast, the substation is located on the opposite riverbank in Rwanda.

Acute electricity shortages in the Kagera sub-basin countries of Burundi, Rwanda, and Tanzania have negatively affected the economies and socioeconomic livelihoods of citizens. The NBI hydropower project addresses these shortages. Once completed, the RRHP will generate approximately 81MW of electricity. This power will be shared equally (approximately 27MW to each country) between Burundi (520,000 people), Rwanda (467,000 people), and Tanzania (159,000 people). Increased power supply will improve livelihoods and spur industrial development in the Kagera sub-basin.

Though some individuals have been displaced by the RRHP, a Resettlement Action Plan has been implemented. The plan's social projects include the construction of houses, schools and health facilities for those displaced. The living conditions of those affected by the RRHP have been significantly enhanced.

RATIONALE AND ACHIEVEMENTS OF THE EXPERIENTIAL LEARNING TOUR

The Nile Basin faces a multidimensional array of challenges that limit the pace of realization of NBI's shared vision **"To achieve sustainable socioeconomic development through the equitable utilization of, and benefit from, the common Nile Basin water resources."** Institutional and programmatic challenges limit the smooth operation of transboundary operations. Further challenges include the uncertainty of available water resources in space and time, lack of water storage infrastructure, unsustainable utilisation of water resources, environmental degradation, and climate change impacts.

The NBI has adopted experiential learning among senior government officials to facilitate a common understanding of the role of cooperation in addressing regional challenges. Experiential learning is an integral part of NBI's Capacity Development Strategy, which provides a mix of capacity development approaches.

The senior government officials who participated in this experiential learning tour were drawn from their respective country's ministries in charge of Water Affairs, Foreign Affairs, and Finance. These officials are decision-makers or influence decisions made in transboundary water management and development. The experiential learning tour offered these influential individuals an interactive and practical approach to learning through partaking in an activity that they would otherwise not likely have participated in.

The experiential learning tour achieved the following:

- 1) Promoted sharing of good practices in managing and developing transboundary water resources. NBI plans to establish a benchmark for good practices that can be promoted for replication within the other Nile Basin Member States.
- 2) Facilitated learning from flagship projects that are successful in the management and development of transboundary water resources.
- 3) Promoted learning of susta-

unable methods of harnessing benefits from transboundary water resources.

- 4) Demonstrated the benefits of cooperation in transboundary water resources.



EN: Group photo of participants at the Rusumo Hydroelectric Project

FR: Photo de groupe des participants au projet hydroélectrique de Rusumo

FR L'INITIATIVE DU BASSIN DU NIL CÉLÈBRE LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE HYDROÉLECTRIQUE TRANSFRONTALIÈRE

AUTEUR: NILE BASIN INITIATIVE

En février 2023, l'Initiative du Bassin du Nil (NBI, Nile Basin Initiative en anglais) a organisé un cycle d'apprentissage expérientiel de trois jours portant sur le projet hydroélectrique régional de Rusumo (RRHP, Regional Rusumo Hydroelectric Project en anglais). Ce projet hydroélectrique phare est situé aux chutes de Rusumo, à la frontière de la Tanzanie et du Rwanda, sur la rivière Kagera.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement des capacités de la NBI, la visite a permis de démontrer les avantages de la coopération transfrontalière. Le cycle d'apprentissage expérientiel fait partie du Projet de coopération sur le Nil pour la résilience climatique (NCCR, Nile Cooperation for Climate Resilience en anglais), que la Banque mondiale soutient par le biais du Fonds fiduciaire pour la Coopération dans le domaine des eaux internationales en Afrique (CIWA, Cooperation in International Waters in Africa en anglais).

Le projet hydroélectrique régional de Rusumo (RRHP) est le premier projet énergétique bénéficiant d'investissements transfrontaliers de ce type dans la région. Le projet est crucial pour des centaines de

milliers de citoyens des trois pays partenaires, le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie. Développé conjointement par les gouvernements des pays partenaires, le RRHP est considéré comme un exemple de bonne pratique en matière de gestion des eaux transfrontalières. Les installations de production électrique sont situées en Tanzanie, sur la rive sud de la rivière Kagera. En revanche, la sous-station est située sur la rive opposée, au Rwanda.

Les graves pénuries d'électricité dans les pays du sous-bassin de la Kagera, à savoir le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie, ont eu des répercussions néfastes sur l'économie et les moyens de subsistance socio-économiques des citoyens. Le projet hydroélectrique de la NBI permet de remédier à ces pénuries. Une fois achevé, le RRHP produira environ 81 MW d'électricité. Cette énergie sera partagée équitablement (environ 27 MW pour chaque pays) entre le Burundi (520 000 personnes), le Rwanda (467 000 personnes) et la Tanzanie (159 000 personnes). L'accroissement de l'approvisionnement en électricité améliorera les conditions de vie et stimulera le développement industriel dans le sous-bassin de la Kagera.

Bien que certaines personnes aient été déplacées par le RRHP, un plan d'action de relogement a été mis en œuvre. Les projets sociaux du plan comprennent la construction de maisons, d'écoles et de centres de santé pour les personnes déplacées. Les conditions de vie des personnes touchées par la RRHP ont été considérablement améliorées.

MOTIFS ET RÉSULTATS DU CYCLE D'APPRENTISSAGE EXPÉRIENTIEL

Le bassin du Nil est confronté à une série de défis multidimensionnels qui limitent le rythme de réalisation de la vision commune de la NBI : **“Parvenir à un développement socio-économique durable grâce à l'utilisation équitable des ressources en eau partagées du bassin du Nil et aux avantages qui en découlent”**. Les défis institutionnels et organisationnels limitent le bon déroulement des opérations transfrontalières. L'incertitude quant aux ressources en eau disponibles dans l'espace et dans le temps, le manque d'infrastructures de stockage de l'eau, l'utilisation non durable des ressources en eau, la dégradation de l'environnement

et les effets du changement climatique sont autant d'autres défis à relever.

La NBI a opté pour l'apprentissage expérientiel des hauts fonctionnaires afin de faciliter la compréhension de tous du rôle de la coopération dans la résolution des problèmes régionaux. L'apprentissage par l'expérience fait partie intégrante de la stratégie de développement des capacités de la NBI, qui prévoit une combinaison d'approches de développement des capacités.

Les hauts fonctionnaires qui ont participé à ce cycle d'apprentissage expérientiel dépendent des ministères de l'eau, des affaires étrangères et des finances de leur pays respectif. Ces fonctionnaires sont des décideurs ou ont la capacité d'influencer les décisions prises en matière de gestion des eaux transfrontalières et de développement. Le cycle d'apprentissage par l'expérience a offert à ces personnes influentes une approche interactive et pratique de l'apprentissage en prenant part à une activité à laquelle elles n'auraient probablement pas participé autrement.

Le cycle d'apprentissage expérientiel a permis d'atteindre les objec-

tifs suivants:

- 1) Promotion du partage des bonnes pratiques en matière de gestion et de développement des ressources en eau transfrontalières. La NBI prévoit d'établir un référentiel des bonnes pratiques susceptibles d'être reproduites dans les autres États membres du bassin du Nil ;
- 2) Facilitation de l'apprentissage à partir de projets phares fructueux en matière de gestion et de développement des ressources en eau transfrontalières;
- 3) Promotion de l'apprentissage de méthodes durables d'exploitation des ressources en eau transfrontalières;
- 4) Démonstration des avantages de la coopération dans le domaine des ressources en eau transfrontalières.

EN LAUNCH OF THE TEAM EUROPE INITIATIVE (TEI) ON TRANSBOUNDARY WATER RESOURCES MANAGEMENT IN AFRICA

BELGIUM, EUROPEAN UNION, GOVERNMENT OF AUSTRIA, GOVERNMENT OF CZECH REPUBLIC, GOVERNMENT OF DENMARK, GOVERNMENT OF FRANCE, GOVERNMENT OF GERMANY, GOVERNMENT OF SLOVENIA, GOVERNMENT OF SWEDEN, AND MEMBER STATES OF THE AFRICA UNION

The launch of the Team Europe Initiative (TEI) on transboundary water resources management in Africa at the 2023 UN Water Conference was a cumulation of effort following its initial discussion in 2022. TEI was nascent in discussions during the 2022 World Water Forum in Dakar and was developed – in a display of effort and commitment – in almost exactly a year's time. President of the African Ministers Council on Water Prof. Dr Hani Sewilam welcomed the audience. Among them were Excellences, ministers, delegates of the African Union (AU) and UN member states, and representatives of development partners. He called on all to utilise the opportunity of the Conference to discuss necessary actions to drive cooperation on trans-boundary water management. He made special mention of the Action on Water Adaptation and Resilience (AWARe) led by Egypt, as one of the initiatives aimed at strengthening cooperation on water as a key climate adaptation resource. Furthermore, he called upon a consultative process to develop an African vision for the Initiative to guarantee a mutual European-African ownership.

TEI's contribution to multinational cooperation is in coordinating action between AU and EU member states. TEI, when endorsed, will

engage at a continental level with the AU Commission, African Ministers' Council on Water, and African Network of Basin Organizations to promote the water security agenda. At the regional level, the Initiative will support the aims of regional economic communities related to water management. Accelerated action on transboundary water management will require mobilisation at many levels -- from the countries to regions to continents.

The TEI will work in tandem with other ongoing initiatives. These include those related to the AU Agenda 2063, the Action on Water Adaptation and Resilience, the Green Deal, and the Commitments of the Paris Agreement. These overlapping goals may introduce more comprehensive solutions to transboundary water management.

The Initiative also introduces financial investment in Africa's evolving water infrastructure in the face of climate change. It falls within the EU-Africa Global Gateway Investment Package that – in 2021 – mobilised up to €150 billion in investment to accelerate green transition, digital transition, sustainable economic growth, job creation, health system strengthening, and education and training.

FR LANCEMENT DE L'INITIATIVE TEAM EUROPE (TEI) SUR LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU TRANSFRONTALIÈRES EN AFRIQUE

BELGIQUE, UNION EUROPÉENNE, GOUVERNEMENT DE L'AUTRICHE, GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, GOUVERNEMENT DU DANEMARK, GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE, GOUVERNEMENT DE LA SLOVÉNIE, GOUVERNEMENT DE LA SUÈDE, ET ETATS MEMBRES DE L'UNION AFRICAINE

Le lancement de l'initiative Team Europe (TEI, Team Europe Initiative en anglais) sur la gestion des ressources en eau transfrontalières en Afrique lors de la conférence de l'ONU sur l'eau de 2023 est le fruit des efforts déployés à la suite de discussions initiales menées en 2022. La TEI est née des discussions menées lors du Forum mondial de l'eau de 2022 à Dakar et a été développée - dans une démonstration d'efforts et d'engagement - presque exactement un an plus tard. Le président du Conseil des ministres africains chargés de l'eau, le professeur Hani Sewilam, a souhaité la bienvenue à l'auditoire. Parmi eux se trouvaient des Excellences, des ministres, des délégués de l'Union africaine (UA) et des États membres des Nations unies, ainsi que des représentants des partenaires de développement. Il a appelé tout le monde à saisir cette opportunité pour discuter des actions nécessaires pour stimuler la coopération sur la gestion de l'eau transfrontalière. Il a mentionné en particulier l'Action pour l'adaptation et la résilience de l'eau (AWARe, Action on Water Ad-

aptation and Resilience en anglais) menée par l'Égypte, qui est l'une des initiatives visant à renforcer la coopération sur l'eau en tant que ressource clé pour l'adaptation au climat. En outre, il a appelé à un processus consultatif pour développer une vision africaine de l'initiative afin de garantir une appropriation mutuelle entre l'Europe et l'Afrique.

La contribution de la TEI à la coopération multinationale consiste à coordonner l'action entre les États membres de l'UA et de l'UE. Une fois approuvée, la TEI s'engagera au niveau continental avec la Commission de l'UA, le Conseil des ministres africains chargés de l'eau et le Réseau africain des organismes de bassins pour promouvoir l'agenda sur la sécurité en matière d'eau. Au niveau régional, l'initiative soutiendra les objectifs des communautés économiques régionales en matière de gestion de l'eau. Une action accélérée en matière de gestion des eaux transfrontalières nécessitera une mobilisation à de nombreux niveaux - des pays aux régions en passant par les continents.

(From L-R) Bérangère Couillard - Minister for Ecological Transition and Territorial Cohesion of France, H E Prof Hani Sewilam – AMCOW President and Egypt Minister of Water Resources and Irrigation, Amb Josefa Sacko - AUC Commissioner for ARBE Zuhail Demir - Flemish Minister for Justice and Enforcement, Environment, Energy and Tourism Belgium, Dr Rashid Mbaziira – AMCOW Executive Secretary, Arnaud de Vanssay, Water team leader, DG INTPA/European commission.

(De gauche à droite) Bérangère Couillard - Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion territoriale de la France, S.E. Prof Hani Sewilam - Président de l'AMCOW et Ministre égyptien des Ressources en eau et de l'Irrigation, Amb Josefa Sacko - Commissaire de la CUA pour l'ARBE, Zuhail Demir - Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme de Belgique, Dr Rashid Mbaziira - Secrétaire exécutif de l'AMCOW, Arnaud de Vanssay - Chef d'équipe Eau, DG INTPA/Commission européenne.



La TEI travaillera en tandem avec d'autres initiatives en cours. Il s'agit notamment de celles liées à l'Agenda 2063 de l'UA, à l'Action sur l'adaptation et la résilience de l'eau, au Green Deal et aux engagements de l'Accord de Paris. Ces objectifs qui se recoupent peuvent permettre l'introduction de solutions plus globales en matière de gestion des eaux transfrontalières.

L'initiative prévoit également des investissements financiers dans les infrastructures hydrauliques africaines en évolution face au changement climatique. Elle s'inscrit dans le cadre du programme d'investissement de la passerelle globale UE-Afrique qui, en 2021, mobilisera jusqu'à 150 milliards d'euros d'investissements pour accélérer la transition verte, la transition numérique, la croissance économique durable, la création d'emplois, le renforcement des systèmes de santé, ainsi que l'éducation et la formation.



Minister Anxious Masuka from Zimbabwe at the UN Water Conference 2023 Photo: Tanya Bindra / SWA

Le ministre zimbabwéen Anxious Masuka à la Conférence des Nations unies sur l'eau 2023. Photo : Tanya Bindra / SWA

STRENGTHENING SYSTEMS AND POST 2025 AFRICAN WATER VISION

AUTHOR: DR GBÈLIDJI NANZI, DIRECTOR AFRICA REGIONAL PROGRAMME, IRC WASH

In 2000, African leaders envisioned “an Africa where there is equitable and sustainable use and management of water resources... including sustainable access to safe and adequate water supply and sanitation to meet basic needs of all”. The Africa Water Vision 2025 ambition was supported by a set of key structural measures that today we might call ‘systems change’:

- Mainstreaming full cost recovery and service differentiation, while ensuring safety nets for the poor;
- Securing sustainable financing from national and international sources for tackling urgent water needs;
- Securing sustainable financing for institutional reform;
- Securing sustainable financing for information generation and management;
- Promoting and facilitating private sector financing in the water sector.

The SDGs raised the bar from ba-

sic needs to delivery of universal access to safely-managed water, sanitation and hygiene services by 2030, and were endorsed by all African countries. Yet, according to a recent UN report, in 2022, only one of the 48 countries in sub-Saharan Africa (Botswana) is on track to achieving the basic water target. All 48 are off track to meet the basic sanitation target. Raising the bar has put African countries further in the spotlight and demands action.

AMCOW has developed multiple initiatives for safe water and sanitation, which include the African Water Facility, two key annual events (Africa water week and AfricaSan), a Pan-African system for monitoring water and sanitation, and various political engagement actions. These initiatives helped advance water and sanitation services in Africa but with the shift to safely managed services there is still a long way to go.

As we look back at the Africa Water Vision and identify what went right and what went wrong, we can pave the way for change, learn from those challenges and build on the successes. With 2025 around the corner, it is time to review the big

declarations – including the African water vision - and to strategize on how to address bottlenecks at national, regional and global levels.

Basic access to water and sanitation services are clearly no longer enough for achieving the desired health and economic outcomes. The sector is striving to put in place or strengthen systems capable of providing safely managed services for all. While 2025, or even 2030, is no longer realistic for achieving this objective it is vital that we go as far and as fast as we can. Hence the urgent need and opportunity to design and implement a stronger post-2025 African Water Vision.

At two recent events – All Systems Go Africa! in 2022 and All Systems Connect in 2023, the political will for strengthening governance and management systems was one encouraging sign. At All Systems Go Africa!, H.E. Dr. Mahamudu Bawumia, Vice President of Ghana stated:

“The Symposium is occurring at a crucial time in our development when the population of Africa keeps rising, with its attendant high demand for

water, sanitation and hygiene related services, knowing that the provision of such services has not kept pace with the increasing population. There is the urgent need for action to strengthen the African planning and capabilities to strengthen the sector for effective service delivery to the growing population. This is an urgent call to our Leaders and Experts to deepen their collaboration to address issues in the Sector.”

H.E. Dr. Mahamudu Bawumia
Vice President Ghana

And on the sidelines of the UN 2023 Water Conference, where the Sanitation and Water for All alliance sought to interest presidents and leaders with the help of the Government and King of the Netherlands, UNICEF, and IRC, it was five African Heads of State (from Ethiopia, Ghana, Liberia, Uganda and Zimbabwe) that committed to accelerate access to water and sanitation services.

This included increasing budget allocations, reducing open defecation and delivering cli-

mate-resilient services. Liesje Schreinemacher from the Government of the Netherlands committed to “support resilient national water, sanitation and hygiene systems capable of delivering safe and sustainable services to all.”

In the coming months, AMCOW will initiate the process of formulating the post-2025 African water vision. As part of this exercise, it will be essential to focus the attention of the most important political and strategic players at all levels to set an ambitious and realistic deadline and to define the key levers for change to provide safe water, sanitation and managed hygiene for all across the continent. This can be linked to the new Heads of State Initiatives that came out of the UN water conference and will be launched at the Stockholm World Water Week in August.

Among these key levers, are the vital commitments to reform, rationalize and professionalize the public systems of governance and service provision on the one hand, and to attract and make effective use of national, regional and international funding on the other.

RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS ET VISION AFRICAINE DE L'EAU POST-2025

AUTEUR: DR. GBÈLIDJI NANSI, DIRECTEUR DU PROGRAMME RÉGIONAL AFRIQUE, IRC WASH (INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE)

En 2000, les dirigeants africains ont imaginé "une Afrique où l'utilisation et la gestion des ressources en eau sont équitables et durables... y compris un accès durable à un approvisionnement en eau et à un assainissement sûrs et adéquats pour répondre aux besoins fondamentaux de tous". L'ambition de la Vision africaine de l'eau 2025 était soutenue par un ensemble de mesures structurelles clés que l'on pourrait aujourd'hui qualifier de "changement de système" :

- L'intégration du recouvrement intégral des coûts et de la diversification des services, tout en garantissant des mécanismes de protection pour les pauvres ;
- Garantir un financement durable provenant de sources nationales et internationales pour répondre aux besoins urgents en eau ;
- Sécuriser un financement durable pour la réforme institutionnelle ;
- Assurer un financement durable pour la production et la gestion de l'information ;
- Promouvoir et faciliter le financement du secteur privé dans le secteur de l'eau.

Les ODD ont rehaussé les exigen-

ces en termes de besoins de base et d'accès universel à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène gérés en toute sécurité d'ici 2030, et ont été approuvés par tous les pays d'Afrique. Pourtant, selon un récent rapport des Nations unies, en 2022, un seul des 48 pays d'Afrique subsaharienne (le Botswana) est en passe d'atteindre l'objectif de base en matière d'eau. Aucun des 48 pays n'est en mesure d'atteindre l'objectif de base en matière d'assainissement. Renforcer les exigences a placé les pays africains sous les feux de la rampe et exige des actions.

L'AMCOW a mis en place de nombreuses initiatives en faveur de l'eau potable et de l'assainissement, dont la Facilité africaine de l'eau, deux événements annuels majeurs (la Semaine africaine de l'eau et AfricaSan), un système panafricain de suivi de l'eau et de l'assainissement, et diverses actions d'engagement politique. Ces initiatives ont contribué à améliorer les services d'eau et d'assainissement en Afrique, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour passer à des services gérés en toute sécurité.

En jetant un regard rétrospectif sur la Vision africaine de l'eau et en identifiant ce qui a bien fonctionné et ce qui a mal fonctionné, nous pouvons ouvrir la voie au changement, tirer les leçons des difficultés

rencontrées et nous appuyer sur les réussites. À l'approche de 2025, il est temps de revoir les grandes déclarations - y compris la Vision africaine de l'eau - et d'élaborer des stratégies pour éliminer les goulets d'étranglement aux niveaux national, régional et mondial.

L'accès de base à l'eau et aux services d'assainissement n'est manifestement plus suffisant pour obtenir les résultats sanitaires et économiques souhaités. Le secteur s'efforce de mettre en place ou de renforcer des dispositifs capables de fournir à tous des services gérés en toute sécurité. Si 2025, voire 2030, n'est plus réaliste pour atteindre cet objectif, il est vital d'aller aussi loin et aussi vite que possible. D'où la nécessité et l'opportunité urgentes de concevoir et de mettre en œuvre une Vision africaine de l'eau post-2025 plus ambitieuse.

Lors de deux événements récents - All Systems Go Africa ! en 2022 et All Systems Connect en 2023 - la volonté politique de renforcer les dispositifs de gouvernance et de gestion a été un signe encourageant. Lors de l'événement All Systems Go Africa !, S.E. Dr. Mahamudu Bawumia, vice-président du Ghana, a déclaré :

"Le symposium se tient à un moment crucial de notre développement, alors que la popu-

lation africaine ne cesse d'augmenter, ce qui entraîne une forte demande en eau, en assainissement et en services liés à l'hygiène, tout en sachant que la fourniture de ces services n'a pas suivi le rythme de l'augmentation de la population. Il est urgent d'agir pour renforcer la planification et les capacités africaines afin de consolider le secteur pour une fourniture efficace de services à la population croissante. Il s'agit d'un appel urgent à nos dirigeants et à nos experts pour qu'ils approfondissent leur collaboration afin de résoudre les problèmes du secteur".

- S.E. Dr. Mahamudu Bawumia
Vice-président du Ghana

Et en marge de la Conférence sur l'eau 2023 de l'ONU, où l'alliance Assainissement et eau pour tous a cherché à interpeller les présidents et les dirigeants avec l'aide du gouvernement et du roi des Pays-Bas, de l'UNICEF et de l'IRC, ce sont cinq chefs d'État africains (d'Éthiopie, du Ghana, du Liberia, de l'Ouganda et du Zimbabwe) qui se sont engagés à accélérer l'accès à l'eau et aux services d'assainissement.

Il s'agit notamment d'augmenter les allocations budgétaires, de réduire la défécation en plein air et de fournir des services résilients au climat. Liesje Schreinemacher, du

gouvernement des Pays-Bas, s'est engagée à "soutenir des réseaux de distribution d'eau, d'assainissement et d'hygiène nationaux résilients, capables de fournir des services sûrs et durables à tous".

Dans les mois à venir, l'AMCOW amorcera le travail de formulation de la Vision africaine de l'eau post-2025. Dans le cadre de cet exercice, il sera essentiel d'attirer l'attention des principaux acteurs politiques et stratégiques à tous les niveaux afin de fixer une échéance ambitieuse et réaliste et de définir les principaux leviers de changement pour fournir de l'eau potable, des installations sanitaires et conditions d'hygiène satisfaisantes à tous les habitants du continent. Cela peut être mis en relation avec les nouvelles initiatives des chefs d'État issues de la conférence des Nations unies sur l'eau et qui seront lancées lors de la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm en août.

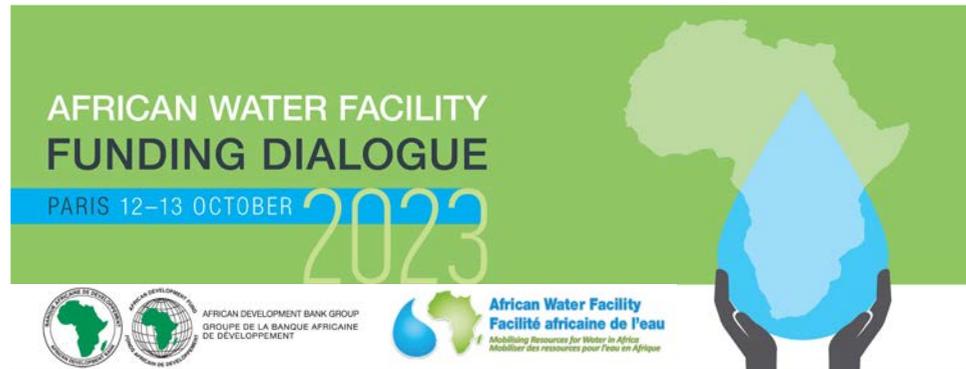
Parmi ces leviers essentiels figurent les engagements vitaux de réformer, rationaliser et professionnaliser les dispositifs publics de gouvernance et de prestation de services, d'une part, et d'attirer et d'utiliser efficacement les financements nationaux, régionaux et internationaux, d'autre part.

Co-convened by the Kingdom of the Netherlands and the Republic of Tajikistan, the UN 2023 WaterConference sought voluntary commitments from participants to scale up #WaterAction towards the 2023 agenda.

Organisée conjointement par le Royaume des Pays-Bas et la République du Tadjikistan, la Conférence de l'ONU 2023 sur l'eau Conférence de l'ONU sur l'eau 2023 a cherché à obtenir des engagements volontaires de la part des participants afin d'intensifier l'action sur l'eau dans le cadre de l'agenda 2023.



**12TH – 13TH
OCTOBER 2023**



**AFRICAN WATER FACILITY
FUNDING DIALOGUE**
PARIS 12–13 OCTOBER 2023

**African Water Facility
Facilité africaine de l'eau**
Mobilising Resources for Water in Africa
Mobiliser des ressources pour l'eau en Afrique



**6TH – 11TH
NOVEMBER 2023**



AFRICASAN7 CONFERENCE

SWAKOPMUND, NAMIBIA

**STRENGTHENING SYSTEMS
AND PARTNERSHIPS FOR
ACCELERATED ACTION
ON SAFELY MANAGED
SANITATION AND HYGIENE**

The Africa Sanitation (AfricaSan) Conference was initiated to provide a platform for technical and political dialogue with governments and stakeholders to identify and share knowledge to address the sanitation and hygiene challenges in Africa.

Organised biennially, the conference promotes high-level political prioritization of sanitation and hygiene issues across the continent. Since its creation, the AfricaSan movement has inspired other regions across the developing world to initiate similar sanitation conferences.

AFRICASAN7 SUB-THEMES:

01. Partnerships for action to deliver sanitation and hygiene services

02. Government and stakeholder engagements for improving the sanitation enabling environment

03. Innovative financing and resource mobilization

04. Inclusion, hygiene and behaviour change

05. Research, knowledge creation, capacity development, and learning



TO PUBLISH IN AVOW'S NEXT EDITION, CONTACT OBINNA ANAH.
POUR PUBLIER DANS LE PROCHAIN ÉDITION D'AVOW, CONTACTEZ
OBINNA ANAH.

OANAH@AMCOW-ONLINE.ORG

onewater.
many stories

PREPARED AND PRINTED BY ONEAWATER.BLUE, FORMERLY WATER SCIENCE POLICY

CONTACT@ONEAWATER.BLUE